



JUIN  
2024



## Élections européennes 2024

Entre repli nationaliste et ouverture,  
quel sera le choix des Allemands  
et des Français dans un contexte  
polarisé en Europe ?

Comité d'études  
des relations  
franco-allemandes  
(Cerfa)

Eileen KELLER  
Marie KRPATA  
Jeanette SÜß

En partenariat avec :

**dfi**  
Deutsch-  
Französische  
Institut

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n'est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des autrices.

ISBN : 979-10-373-0875-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : © olrat/Shutterstock.com

#### **Comment citer cette publication :**

Eileen Keller, Marie Krpata et Jeanette Süß, « Élections européennes 2024. Entre repli nationaliste et ouverture, quel sera le choix des Allemands et des Français dans un contexte polarisé en Europe ? », *Visions franco-allemandes*, n° 36, Ifri, juin 2024.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# ***Visions franco-allemandes***

Publiée depuis 2003, cette collection est consacrée à l'analyse comparative des enjeux franco-allemands en matière de politique étrangère, de politique intérieure, de politique économique et des questions de société. Les *Visions franco-allemandes* sont des textes académiques concis et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Notes du Cerfa*, les *Visions franco-allemandes* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

## **Le Cerfa**

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

## Autrices

**Eileen Keller** est spécialiste des questions économiques à l'Institut franco-allemand (DFI) de Ludwigsbourg. Ses activités de recherche, de publication et d'enseignement la conduisent à intervenir régulièrement sur les politiques économiques et financières de la France et de l'Allemagne, et sur l'intégration financière et économique en Europe. Ancienne *fellow* du programme Max Weber à l'Institut universitaire européen (IUE) de Florence, elle a obtenu son doctorat à l'université Humboldt à Berlin en coopération avec Sciences Po Paris en soutenant une thèse sur les évolutions des systèmes financiers en France et en Allemagne.

**Marie Krpata** est chercheuse au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Institut français des relations internationales (Ifri), où elle travaille en particulier sur l'Union européenne et le couple franco-allemand dans les relations internationales. Juriste et politiste de formation, elle a travaillé dans des organisations non gouvernementales et internationales, et en tant que consultante.

**Jeanette Süß** est chercheuse au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Institut français des relations internationales (Ifri), où elle travaille en particulier sur la politique intérieure allemande, l'Union européenne (UE) et le couple franco-allemand au sein de l'Europe. Politologue de formation, elle a travaillé pour des think tanks et une fondation politique à Berlin, Paris et Bruxelles.

## À propos du partenariat

Cette note a été rédigée en partenariat avec le Deutsch-Französische Institut (DFI). Le DFI est un institut indépendant de recherche, de documentation et d'expertise consacré à la France et aux relations franco-allemandes dans le contexte européen. Depuis 75 ans, il constitue une plateforme du dialogue franco-allemand, promeut et accompagne la coopération politique, économique et sociale entre les deux pays.

# Résumé

Du 6 au 9 juin 2024, les Européennes et Européens sont appelés pour la 10<sup>e</sup> fois à élire leurs députés pour la prochaine législature du Parlement européen. La présente analyse compare les campagnes électorales en Allemagne et en France, et examine les thèmes et priorités avec lesquels les principaux partis allemands et français se positionnent dans la campagne. Il apparaît clairement que, dans les deux pays, les partis extrêmes, à droite comme à gauche, du spectre politique, gagnent du terrain, bien que les partis Union chrétienne-démocrate/Union chrétienne sociale (CDU/CSU) restent stables en Allemagne. Néanmoins, les élections européennes dans les deux pays semblent être un test pour jauger l'humeur actuelle de la population vis-à-vis de leur gouvernement national. En France, elles sont souvent perçues comme une étape intermédiaire avant les élections présidentielles, qui n'auront lieu qu'en 2027, tandis qu'en Allemagne, des élections régionales sont prévues à l'automne, où il sera intéressant de voir jusqu'où progressera le parti d'extrême droite l'Alternative pour l'Allemagne (AfD).

Un examen des sujets de campagne, des programmes et des propositions des différents partis en lice en Allemagne et en France révèle à quel point les visions pour l'avenir de l'Union européenne (UE) sont variées et à nuancer. La ligne de fracture traditionnelle pour ou contre l'Europe structure certes la campagne électorale, mais les perceptions, les critiques et les aspirations concernant la future organisation de l'UE sont devenus plus complexes et ne se résument pas à une position binaire entre rejet global et approbation. Une comparaison directe des partis allemands et français au sein des familles politiques permet une meilleure compréhension mutuelle, condition préalable à une coopération politique constructive entre les deux pays. Ainsi, les défis communs externes auxquels l'Allemagne, la France et l'UE sont confrontés peuvent être abordés à la lumière des défis internes et ce n'est qu'ensemble que des réponses peuvent être trouvées pour renforcer la capacité d'action de l'UE.

# Abstract

From June 6<sup>th</sup> to 9<sup>th</sup>, Europeans are called upon for the tenth time to elect their representatives for the upcoming term of the European Parliament. This analysis compares the German and French election campaigns and examines the themes and priorities with which the main German and French parties position themselves in the campaign. It becomes clear that the extreme parties on the right and left of the political spectrum are gaining momentum in both countries, even though the CDU/CSU remains stable in Germany. Nevertheless, the European elections appear in both countries as a test election for the current sentiment of the population towards their national government. In France, they are repeatedly seen as a preliminary step for the presidential elections, which will take place in 2027, while in Germany, regional elections are scheduled for this fall, proving how far the far-right party AfD can make headway.

A look at the main topics, programs, and proposals of the various parties running in Germany and France reveals how multifaceted the visions for the future of the European Union (EU) actually are. The traditional dividing line for or against Europe still structures the election campaign. Still, perceptions, criticism, and aspirations for the future design of the EU have become more complex and cannot be summarized in a binary stance of general rejection or support. A direct comparison of the respective German and French parties within the party families allows for a better understanding of each other, which is a prerequisite for constructive political dialog between the two countries. This way, the common external challenges faced by Germany, France, and the EU can be addressed in light of the domestic challenges, as solutions can only be found together to strengthen the EU's capacity to act.

# Sommaire

<b>DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES SOUS LE SIGNE D'UNE DOUBLE MENACE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE .....</b>	<b>7</b>
<b>LFI, BSW ET DIE LINKE : ENTRE VOLONTÉ D’AFFIRMATION ET NOUVEL ÉLAN .....</b>	<b>11</b>
Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024 .....	11
Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements de LFI, du BSW et de Die Linke ? .....	12
<b>RENFORCER L’EUROPE SOCIALE : LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DANS LE CAMP DES SOCIAUX-DÉMOCRATES .....</b>	<b>15</b>
Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024 .....	15
Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements de l’alliance Parti socialiste-Place publique et du SPD ? .....	16
<b>LES VERTS FACE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES, UNE PERTE DE VITESSE INEXORABLE ? .....</b>	<b>22</b>
Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024 .....	22
Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements des Verts ? .....	23
<b>LES FAISEURS DE ROI CONTRAINTS D’ABDIQUER ? LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES CHEZ LES LIBÉRAUX-CENTRISTES .....</b>	<b>27</b>
Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024 .....	27
Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements de Renaissance et du FDP ? .....	28
<b>LES GARDIENS DU <i>STATU QUO</i> À LA CROISÉE DES CHEMINS : LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES CHEZ LES CONSERVATEURS.....</b>	<b>33</b>
Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024 .....	33
Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements des conservateurs ? .....	34
<b>UN RÉSULTAT RECORD POUR LES PARTIS D’EXTRÊME DROITE ? LE RASSEMBLEMENT NATIONAL, RECONQUÊTE ET L’AFD .....</b>	<b>39</b>
Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024 .....	39
Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements du RN, de Reconquête et de l’AfD ? .....	41
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>47</b>

# Des élections européennes sous le signe d'une double menace intérieure et extérieure

L'Union européenne (UE) fait face à un moment charnière. De l'extérieur, elle se trouve menacée par l'offensive russe contre l'Ukraine. Une expansion du conflit n'est pas à exclure. De l'intérieur, la coopération au sein de l'Europe se voit contrecarrée par la montée en puissance de partis eurosceptiques, nationalistes et, pour certains, ouvertement d'extrême droite et négationnistes. La protection au sein de l'Europe de valeurs fondamentales, telles que la démocratie, le droit à l'épanouissement personnel et le respect de l'État de droit, revêt un caractère d'autant plus urgent.

Depuis les dernières élections européennes en 2019, la conjoncture européenne a profondément changé. À la pandémie et à la crise économique consécutive ont succédé la guerre contre l'Ukraine et son corollaire, la crise énergétique, faisant de la gestion de crise une réalité quasi incontournable. Si les institutions européennes se sont attiré bien des critiques sur des points précis – critiques légitimes par ailleurs –, elles ont démontré leur capacité à gérer des crises en concertation avec les États membres de l'UE comme le démontre la réponse à la crise du Covid-19. Le fonds de reconstruction NextGenerationEU (NGEU) doté de 750 milliards d'euros, mis en place à l'initiative du président français Emmanuel Macron et de l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel, y a fortement contribué.

Lors de la prochaine législature, trois enjeux seront au cœur des préoccupations européennes, autant au niveau des institutions que des États membres.

Tout d'abord, la triple transformation en cours – numérique, énergétique et climatique – appelle à cesser de différer les décisions majeures. Le Pacte vert (*Green Deal*) pour l'Europe adopté en 2019 a posé des jalons essentiels en vue de la neutralité climatique du continent, fixant la trajectoire pour y parvenir ; la question se pose toutefois de savoir dans quelle mesure il doit être adapté à l'évolution de l'environnement (géo)politique.

En second lieu, du fonctionnement interne des institutions communautaires dépendent leur capacité d'action et le respect de règles fondamentales, de procédures et de valeurs communes. Dans la perspective

de l'adhésion de nouveaux États à l'UE, des réformes institutionnelles profondes semblent en outre inévitables.

Enfin, les incertitudes sur l'avenir des relations qu'entretient l'UE avec la Chine, les États-Unis et la Russie mettent en exergue la nécessité de prendre des décisions d'ampleur jusqu'à présent reléguées à plus tard. Celles-ci concernent d'une part la capacité de défense européenne, dont la France a été l'un des principaux moteurs. Cet enjeu est particulièrement crucial pour l'Allemagne, qui s'est engagée à porter ses dépenses de défense à 2 % du produit intérieur brut (PIB) et à moderniser son armée grâce à un fonds spécial de 100 milliards d'euros. Il s'agit maintenant de renforcer la base industrielle de défense de l'UE. La question se pose alors de savoir comment les États membres peuvent mieux se coordonner en matière d'acquisition et de développement d'armement en créant des synergies et en évitant toute duplication. À ce stade, la dépendance européenne face à des fournisseurs tiers est patente : entre 2022 et 2023, 78 %<sup>1</sup> des achats européens ont été effectués avec des armes provenant d'autres États.

D'autre part, il s'agit de définir les grandes lignes d'une politique économique européenne, pour défendre la compétitivité de l'UE, comme le montre le récent rapport d'Enrico Letta (qui sera prochainement complété par un rapport de Mario Draghi). Il faut également davantage lutter contre la fragmentation du marché, construire une union des marchés des capitaux et investir dans la recherche et le développement. Dans ce contexte, une stratégie industrielle a été mise en place, notamment grâce à une collaboration franco-allemande, ce qui aurait été impensable il y a encore quelques années. Du 6 au 9 juin 2024, près de 370 millions de citoyennes et de citoyens habilités à voter dans les 27 États membres sont appelés aux urnes pour se prononcer sur la future orientation de l'UE. Le Parlement européen, contrairement aux parlements nationaux, est dépourvu du droit d'initiative parlementaire. En revanche, dans le cadre de la procédure législative ordinaire, de loin la plus importante, il légifère à égalité avec le Conseil de l'UE, qui représente les gouvernements nationaux. Dans le passé, il a régulièrement imposé ses propres orientations.

Lors des élections européennes de 2024, 81 députés seront élus en France et 96 députés en Allemagne sur un total de 720 députés européens<sup>2</sup>. En Allemagne, les jeunes peuvent voter dès 16 ans, alors qu'en France, comme dans la plupart des autres États membres, le droit de vote ne s'applique qu'à partir de 18 ans. En France les partis doivent atteindre un seuil de 5 % pour être représentés au Parlement européen, là où l'Allemagne procède pour la dernière fois à des élections sans seuil minimum.

1. J. Puglierin, « For NATO to Thrive? Europe Needs to Wake Up », *Internationale Politik Quarterly*, printemps 2024, disponible sur : <https://ip-quarterly.com>.

2. À la suite du départ des députés britanniques et pour éviter les déséquilibres, les 27 États restants élisent désormais 720 députés au lieu de 705. La France en comptera trois de plus ; le nombre de députés allemands restera constant.

Les élections à venir marqueront une étape importante. Il s'agit ni plus ni moins d'assurer un cadre propice à une UE sûre, démocratique et prospère face à un environnement géopolitique en profonde mutation. Comment les différents partis en France et en Allemagne se positionnent-ils par rapport aux défis majeurs et quelles sont les priorités qu'ils défendent ?

Globalement, la campagne électorale européenne est plus animée en France qu'en Allemagne. En France, elle a démarré dès le mois de mars. C'est à peine s'il s'y passe un jour sans qu'un débat public n'ait lieu entre les têtes de listes. En Allemagne, en revanche, la campagne n'a débuté que fin avril, les programmes électoraux, eux, ayant été publiés bien avant. Les débats de fond entre les principaux candidats y sont moins médiatisés, en dépit des traditionnelles campagnes de rue et des clips de campagne télévisés ordinaires. Alors qu'en France, les élections européennes sont conçues comme une échéance électorale intermédiaire en vue des prochaines élections présidentielles de 2027, elles constituent en Allemagne un test en vue des prochaines élections régionales dans les trois *Länder* de l'Est – le Brandebourg, la Thuringe et la Saxe.

Le graphique ci-dessous donne un aperçu des dernières estimations électorales dans les deux pays. En France, le Rassemblement national (RN) figure en tête des sondages ; en Allemagne, ce sont les deux « partis-frères » d'orientation démocrate-chrétienne et conservatrice, la CDU et la CSU, qui sont crédités d'un score similaire. Des écarts significatifs apparaissent également entre les partis écologistes et libéraux dans les deux pays. Les scores finaux devraient par ailleurs dépendre de la participation aux élections. Reste à voir si celles-ci bénéficieront de nouveau d'un taux de participation élevé (entre 2014 et 2019, ce taux avait augmenté de 48,1 %<sup>3</sup> à 61,4 %<sup>4</sup> en Allemagne et de 42,6 %<sup>5</sup> à 50,1 %<sup>6</sup> en France).

---

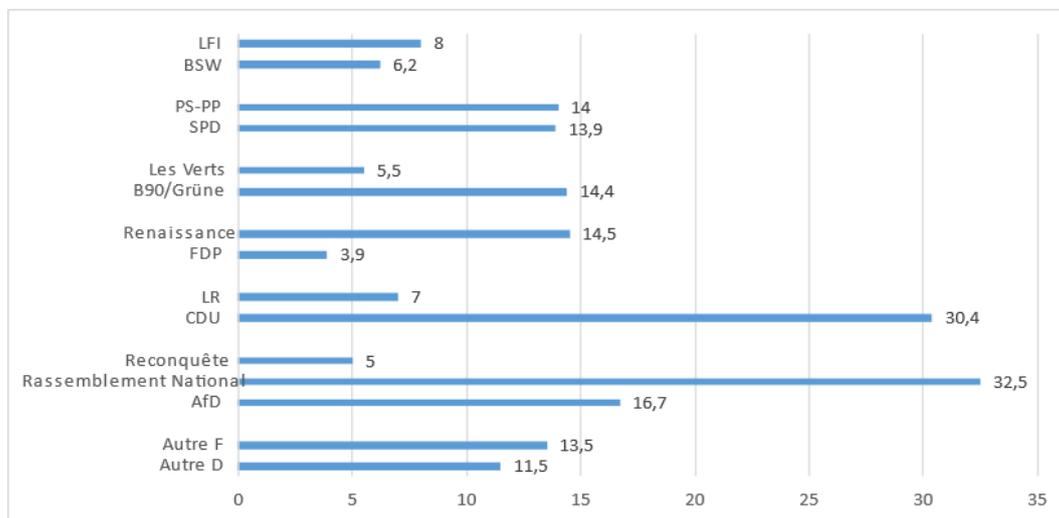
3. « Wahlbeteiligung bei den Europawahlen in Deutschland von 1979 bis 2019 », Statista, 2 janvier 2024, disponible sur : <https://de.statista.com>.

4. *Ibid.*

5. « Élections européennes 2019 : les résultats », Vie publique, 30 mai 2019, disponible sur : [www.vie-publique.fr](http://www.vie-publique.fr).

6. « Élections européennes 2024 : quels étaient les résultats en France en 2019 ? », Touteurope, 17 avril 2024, disponible sur : [www.touteurope.eu](http://www.touteurope.eu).

## Intentions de vote pour les principaux partis en France et en Allemagne



Sources : pour la France, Harris interactive et toluna, 14<sup>e</sup> vague, 28 au 29 mai 2024 ; pour l'Allemagne, DAWUM Wahltrend, 25 mai 2024.

Cette étude propose une analyse comparative des campagnes électorales en France et en Allemagne, examinant les thèmes phares et les dynamiques qui les caractérisent. Elle explore la concertation du projet d'intégration européenne porté par les différentes familles de partis. Elle esquisse les positions des principaux partis dans les deux pays en se fondant sur les déclarations publiques de leurs principaux représentants et sur leurs programmes.

# **LFI, BSW et Die Linke : entre volonté d'affirmation et nouvel élan**

## **Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024**

En France, la liste de La France Insoumise (LFI) menée par Manon Aubry est actuellement créditée de 8 % des voix. Là où les dernières élections législatives françaises avaient vu le Parti socialiste (PS) et LFI former une alliance de partis avec d'autres formations de gauche (Nouvelle union populaire écologique et sociale – NUPES), ces partis présentent désormais chacun leur propre liste. Depuis 2022, des divergences récurrentes sur certains thèmes ont érodé la cohésion de l'alliance. À la suite des déclarations controversées de Jean-Luc Mélenchon, à la tête de LFI, sur le Hamas, le PS a suspendu son appartenance à la NUPES en octobre 2023. La question de la stratégie de la gauche, entre unité et division, suscite toutefois un vif débat au sein de la gauche, notamment dans la perspective des prochaines élections présidentielles.

En Allemagne, le tout nouveau parti Bündnis Sahra Wagenknecht (Alliance Sahra Wagenknecht – BSW), issu l'automne dernier du parti Die Linke et porté par l'une de ses figures les plus emblématiques du paysage politique allemand, devrait introduire une nouvelle dynamique dans le camp de l'extrême gauche. Le BSW se décrit comme un parti conservateur de gauche. Il se démarque du parti Die Linke par une position plus conservatrice sur les questions de société (notamment sur la question de la migration), orientation susceptible d'attirer un électorat proche de l'AfD. Sa tête de liste pour les élections européennes est Fabio de Masi, ancien député européen pour Die Linke entre 2014 et 2017, et ancien vice-président du groupe parlementaire Die Linke au Bundestag entre 2017 et 2021. Le parti Die Linke, lui, présente en tête de liste un tandem formé par Martin Schirdewan, qui préside le Groupe de la Gauche au Parlement européen avec sa collègue française Manon Aubry de LFI et la militante Carola Rackete, connue entre autres pour ses activités de sauvetage en mer de migrants.

Les sondages attribuent au BSW 6 à 7 % des voix, soit plus que le parti Die Linke lors des dernières élections européennes. Selon les prévisions, ce dernier enregistrerait une légère baisse par rapport à ses derniers résultats (il recueille actuellement quelque 3 % des intentions de vote, là où il avait obtenu 4,5 % des suffrages) : si le seuil de 5 % en vigueur pour les élections

fédérales s'appliquait aux élections européennes, Die Linke, que la création du parti BSW a déjà contraint à dissoudre son groupe parlementaire au Bundestag, quitterait le Parlement européen. L'absence de seuil joue donc en sa faveur. Dans l'ensemble, le BSW semble bénéficier d'une certaine audience imputable à un report de voix non seulement de Die Linke, mais aussi de l'AfD. Le BSW entend fonder son propre groupe au Parlement européen. Les conséquences pour l'actuel Groupe de la Gauche au Parlement européen (GUE/NGL) ne sont pas claires, d'autant plus que les relations entre le BSW et Die Linke sont tendues<sup>7</sup>. Selon les prévisions, le groupe parlementaire GUE/NGL pourrait passer de 37 sièges actuellement à 42.

## Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements de LFI, du BSW et de Die Linke ?

Tout comme les partis d'extrême droite, le camp d'extrême gauche prône une transformation profonde voire un démantèlement des institutions européennes. S'il ne met pas en avant une stratégie maximaliste de sortie de l'UE, il appelle à une refonte radicale de l'intérieur, même si l'on peut se demander comment peuvent être conciliés certains objectifs.

### **« Europe à la carte » ou « communauté européenne solidaire » ?**

L'Europe coopérative des démocraties « souveraines » figure au cœur du programme du BSW. En matière de politique européenne, il s'agit de donner davantage de marge de manœuvre aux gouvernements nationaux et de limiter la centralisation, tout en favorisant la coopération volontaire dans une « Europe indépendante de démocraties souveraines<sup>8</sup> ». Selon les termes du programme électoral du BSW, le développement de l'UE « dans le sens d'un État unitaire (!) supranational » constitue une « fausse route » qui a mené le processus d'unification européenne dans une « impasse ». Il convient plutôt de garantir la « souveraineté budgétaire, sociale et économique » des États nationaux. C'est en favorisant la « coopération sur un pied d'égalité » plutôt que l'intégration politique que l'on réalisera des projets communs et un marché intérieur unifié. Des normes nationales ambitieuses sont préférables au plus petit dénominateur commun européen.

---

7. Pour les perspectives possibles, cf. Manuel Müller, « Eine Wagenknecht-Fraktion im Europäischen Parlament? Mit wem das BSW auf EU-Ebene zusammenarbeiten könnte » [« Un groupe Wagenknecht au Parlement européen ? Les partenaires potentiels du BSW sur la scène européenne ], sur le blog *Der (europäische) Föderalist*, disponible sur : [www.foederalist.eu](http://www.foederalist.eu).

8. Cf. le programme du BSW, disponible sur : <https://bsw-vg.eu>.

LFI et Die Linke mettent quant à eux principalement l'accent sur les mutations socio-écologiques dont ils estiment, à la différence du BSW, qu'elles appellent au moins à certains égards un renforcement des institutions européennes<sup>9</sup>. Les deux partis n'épargnent pas pour autant l'UE de leurs critiques, dénonçant notamment la réintroduction subreptice sous la forme du traité de Lisbonne, sans consulter le peuple souverain, du traité constitutionnel de 2005 rejeté par référendum. L'UE serait ainsi un régime « engagé sur une pente autoritaire » selon les termes de LFI, dominé par des intérêts particuliers et exposant les gouvernements nationaux aux tentatives de chantage de la Commission et de la Banque centrale européenne (BCE). LFI remet en question le fonctionnement actuel de règles essentielles fondant l'architecture européenne (accords de libre-échange, règles en matière de budget et d'aides d'État, politique monétaire, libre circulation des travailleurs), se proposant de les remplacer par de nouvelles règles, moyennant de nouveaux traités. L'objectif est de lutter contre la politique « d'austérité » de l'UE et de redistribuer les richesses, notamment en faveur des plus défavorisés, afin de rendre au peuple sa souveraineté européenne (« solidarité populaire européenne »).

### ***Primauté de l'Europe sociale sur l'Europe économique***

De ces divergences de vues sur l'UE découlent différentes priorités dans le domaine de la politique fiscale et budgétaire. Le BSW préconise de renforcer la capacité d'action fiscale au niveau national en assouplissant les règles budgétaires (« règle d'or »); il rejette en conséquence tout accroissement du budget de l'UE et se prononce en faveur d'une restriction des subventions européennes. LFI et Die Linke s'engagent en revanche à augmenter le budget européen et à dégager de nouvelles ressources propres européennes afin de financer la transformation sociale et écologique de l'UE. Les trois partis préconisent de concert l'abolition des règles budgétaires européennes. D'autres revendications de LFI et de Die Linke se réfèrent à la fonction et au mandat de la BCE (monétisation des dépenses publiques), et à la gestion de la dette publique (renégociation). Ils souhaitent également accorder la priorité au protectionnisme social et écologique et non plus aux libertés fondamentales du marché intérieur.

Les propositions dans le domaine social se recoupent largement. Ainsi le BSW a-t-il introduit un volet en faveur du progrès social, qui prévoit la primauté des droits sociaux fondamentaux sur la liberté du marché intérieur. Il en va de même pour le protectionnisme social et écologique chez les Insoumis. Les deux partis s'engagent pour une plus grande justice fiscale, davantage de convergence dans l'imposition des entreprises et l'instauration d'une taxe internationale sur les transactions financières.

9. Cf. le programme de l'Union populaire, disponible sur : <https://lafranceinsoumise.fr>.

## ***Accroître ou réduire la compétence européenne dans les domaines de la migration et du Pacte vert***

Les divergences prédominent également sur les questions migratoires et climatiques. Le BSW défend une ligne conservatrice, estimant que les demandes d'asile et les procédures d'évaluation en vue de l'obtention du statut de réfugié devraient se faire aux frontières extérieures de l'UE ou dans des pays tiers. Dans le domaine de la transition climatique, il mise avant tout, outre sur les financements publics, sur le potentiel du progrès technique. *A contrario*, LFI appelle, comme Die Linke, à un accueil et une prise en charge « dignes » des migrants en quête de protection, et à la suspension du Pacte européen sur la migration et l'asile. Le Pacte vert pour l'Europe, lui, doit être mis en œuvre intégralement et sans pauses réglementaires, et complété par un plan encore plus ambitieux ; LFI comme le BSW appellent par ailleurs à la fin du système européen d'échange de quotas de CO<sub>2</sub>. Les Insoumis proposent de le remplacer par une planification écologique visant la neutralité climatique dès 2040 au lieu de 2050, plaidant en outre pour l'abandon du nucléaire. Die Linke se prononce également pour un objectif d'atteinte de la neutralité climatique d'ici 2040.

## ***Contre la vassalisation de l'Europe vis-à-vis des superpuissances ?***

Les trois partis appellent à un cessez-le-feu en Ukraine. Tandis que LFI se dit disposé à poursuivre le soutien militaire à l'Ukraine, Die Linke se prononce pour un arrêt total des livraisons d'armes. Le BSW en fait autant, à condition que le président russe accepte de revenir à la table des négociations. Fidèles à la tradition pacifiste, tant le BSW que Die Linke prônent le désarmement. Au contraire de LFI et de Die Linke, le BSW estime que les sanctions contre la Russie ne constituent pas un instrument efficace pour mettre fin à la guerre en Ukraine et se prononce en faveur de la reprise des importations de gaz et de pétrole en provenance de la Russie. La proximité avec la Russie, la critique de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) – « bellicisme » – et la réticence à soutenir l'Ukraine ont valu au début de la guerre à LFI, et particulièrement à son chef Jean-Luc Mélenchon qui inspirait cette approche, une réprobation égale à celle que Marine Le Pen a connue. Concernant les relations avec les États-Unis et la Chine, le BSW et Die Linke appellent à empêcher la formation de blocs et les guerres par pays interposés. Les trois partis se montrent plutôt réticents quant à l'élargissement de l'UE, y compris à l'adhésion de l'Ukraine, y voyant notamment le risque d'une concurrence avec des pays moins-disants sur les plans social et environnemental.

# Renforcer l'Europe sociale : les élections européennes dans le camp des sociaux- démocrates

## Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024

Au nombre des dynamiques les plus notables de la campagne électorale européenne française figure la progression de la liste modérée menée par Raphaël Glucksmann, qui pourrait plus que doubler son score par rapport aux dernières élections européennes (14 % contre 6 % en 2019). Député européen depuis 2019, Glucksmann a co-fondé en 2018 le (micro-)parti Place Publique (PP), qui se veut être une initiative pro-européenne de gauche issue de la société civile et dont le programme marque une grande proximité avec les partis de gauche modérés, y compris les Verts. Glucksmann a annoncé sa candidature dès octobre 2023, et début 2024. Le PS, aux finances fragiles et aux effectifs dégarnis, a décidé de conclure de nouveau une alliance avec Place Publique pour les élections européennes.

Glucksmann, très présent sur les médias sociaux et salué d'ores et déjà comme une étoile montante, parvient à séduire dans les rangs des sympathisants de Jean-Luc Mélenchon, mais aussi d'Emmanuel Macron<sup>10</sup>. Dans ses échanges avec les partisans de Mélenchon, il défend une approche nuancée des réalités de la politique européenne, ce qui lui vaut d'être qualifié par les Insoumis de personnage coupé de la réalité et éloigné du peuple<sup>11</sup>. Il y répond en faisant valoir son engagement en faveur des travailleurs des plateformes et son rôle moteur dans la promotion de mesures pour une Europe plus sociale. En outre, il martèle que le parti présidentiel et le RN doivent cesser de réduire les élections européennes à un duel entre leurs deux camps, qui se résumerait à un vote univoque pour ou contre l'Europe (ou le gouvernement). Au Parlement européen, le groupe socialiste (S&D), où siègent à la fois le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) et l'alliance PS-PP, est susceptible de reculer légèrement, passant de 140 à 136 sièges.

---

10. Cf. A. Bristielle, « De Macron ou Mélenchon à Glucksmann : vers un renouveau de la social-démocratie ? », disponible sur : [www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org).

11. Cf. l'échange public de lettres entre Raphaël Glucksmann et François Ruffin : disponible sur : <https://francoisruffin.fr> et [www.raphaelglucksmann.fr](http://www.raphaelglucksmann.fr).

En Allemagne, la liste du SPD menée par l'ancienne ministre de la Justice et députée européenne Katarina Barley arrive actuellement en troisième position : elle est créditée de près de 14 % des voix, presque à égalité avec les Verts et l'AfD, et arrive en troisième place. Le parti semble donc mal engagé pour rattraper son résultat historiquement faible de 2019, où il avait remporté 16 % des voix, loin derrière les 27 % obtenus aux élections européennes de 2014. Il pâtit manifestement d'une baisse de confiance du fait de la faible popularité du chancelier fédéral et d'un désaveu de sa politique en tant que parti de gouvernement. Tête de liste plutôt discrète, Barley mène sa campagne en s'efforçant de faire valoir son combat en faveur de l'État de droit et sa promotion d'une Europe sociale, afin de se démarquer notamment de la tête de liste de la CDU/CSU, Ursula von der Leyen. Elle porte surtout ses critiques sur l'attitude conciliante de celle-ci lors du déblocage des fonds gelés au profit de la Hongrie, ainsi que sur son ouverture à une entente entre le Parti populaire européen (PPE) et les Fratelli d'Italia menés par la Première ministre italienne Giorgia Meloni et membres du Conservateurs et réformistes européens (CRE).

## **Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements de l'alliance Parti socialiste-Place publique et du SPD ?**

### ***Une Europe qui protège et fait preuve de résilience économique***

En tête du programme électoral du SPD, sous l'intitulé « Ensemble pour une Europe forte » (« *Gemeinsam für ein starkes Europa* »), figurent les thèmes de la résilience économique et de l'Europe sociale. S'y déploie une lecture de l'environnement économique proche de celle qu'ont proposée Emmanuel Macron dans son nouveau discours de la Sorbonne et Enrico Letta dans son récent rapport sur le marché intérieur : la politique économique européenne doit prendre davantage en compte la compétitivité mondiale des entreprises européennes<sup>12</sup>. Cette position s'applique aussi bien à la stratégie industrielle européenne, promouvant une stratégie d'implantation locale et de résilience, qu'à l'adaptation du droit européen de la concurrence et de la lutte *antitrust*, malgré une mise en garde contre les risques d'une emprise excessive sur le marché. Parallèlement, le SPD marque un attachement fort à l'Europe sociale garante de la protection du travail, de la co-gestion et des comités d'entreprise.

12. Cf. [www.spd.de](http://www.spd.de).

La liste PS-PP, dont le slogan est « Réveiller l'Europe », entend contrer les scénarios de déclin portés par les nationaux-populistes en se projetant résolument dans l'avenir, avec comme objectif la mise en place d'une puissance écologique européenne. Le programme économique et social de l'alliance PS-PP se distingue de celui du SPD en ce qu'il place la politique de sécurité européenne au premier plan<sup>13</sup>. Glucksmann, qui a présidé la commission spéciale sur l'ingérence étrangère au Parlement européen, a vécu en Géorgie et en Ukraine et a été conseiller du président géorgien, multiplie les mises en garde contre la minimisation de la menace que fait peser la Russie sur l'ensemble du continent : « Il ne s'agit pas d'une guerre territoriale, mais d'une croisade militaire, idéologique et politique contre nos démocraties. »

Il reproche à Emmanuel Macron d'avoir longtemps sous-estimé cette menace dans la gestion des relations avec la Russie, y voyant une grossière erreur d'appréciation. Les propos plus mesurés du SPD à cet égard sont sans doute en partie attribuables aux relations complexes que ce parti entretient, aujourd'hui encore, avec la Russie, et qui ne font pas l'unanimité en son sein<sup>14</sup>. Olaf Scholz se voit reprocher de soigner son image de « chancelier de la paix » (« *Friedenskanzler*<sup>15</sup> ») en vue des élections fédérales de 2025 par ses mises en garde répétées face au franchissement d'une ligne rouge, comme l'ont illustré les débats sur la livraison de missiles de croisière Taurus et l'envoi de troupes au sol. Dans son désir d'éviter une escalade de la guerre et l'entraînement de l'Allemagne dans la belligérance, il apparaît aux yeux de la CDU comme un « risque pour la sécurité » (« *Sicherheitsrisiko*<sup>16</sup> »).

## ***Vers une union fiscale européenne ?***

Les deux listes s'engagent avec force pour une Europe plus forte et prônent une plus grande harmonisation fiscale et un renforcement des ressources propres de l'Europe. Le programme électoral du SPD se réfère à ce propos au succès du programme de reconstruction NGEU et de l'instrument de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE) et souhaite « convertir ce signe fort de la solidarité européenne en un progrès durable en matière d'intégration ». Il préconise la mise en place d'emprunts communs pour amortir les transformations et surtout faire face aux crises aiguës. À l'instar de la liste PS-PP, il appelle à

---

13. Les développements suivants se fondent notamment sur le discours de Raphaël Glucksmann à Strasbourg le 25 avril 2024, disponible sur : [www.glucksmann2024.eu](http://www.glucksmann2024.eu), et sur le programme du parti, <https://assets.nationbuilder.com>.

14. Cf. R. Mützenich, « Sicherheit mit oder vor Russland? » [La sécurité avec ou face à la Russie ?], disponible sur : [www.rolfmuetzenich.de](http://www.rolfmuetzenich.de).

15. « Der düpierte Friedenskanzler – Olaf Scholz hat sich verzoockt », *Handelsblatt*, 2 juin 2024, disponible sur : [www.handelsblatt.com](http://www.handelsblatt.com).

16. « CDU bezeichnet Scholz als „Sicherheitsrisiko“ », *Welt*, 4 mars 2024, disponible sur : [www.welt.de](http://www.welt.de).

développer l'initiative SURE pour en faire une réassurance chômage européenne durable, en évitant cependant qu'elle génère « des transferts financiers permanents ». L'alliance PS-PP se prononce en faveur d'une mutualisation des dettes pour financer les grands projets européens dans les domaines de la défense, de l'industrie, de l'écologie, de la santé et de la numérisation. Elle vise au total un budget européen équivalent à 5 % du PIB, financé entre autres par de nouvelles ressources propres.

Un assouplissement du droit européen en matière d'aides d'État devrait en contrepartie s'accompagner de la possibilité « pour les États membres les plus faibles sur le plan fiscal de recourir aux ressources européennes aux fins d'une politique d'investissement commune », indique explicitement le SPD.

L'alliance PS-PP milite, avec plus de vigueur que le SPD, pour l'évolution du rapport de force politique et social *via* une contribution fiscale accrue des grandes fortunes. En juillet dernier, Raphaël Glucksmann a contribué à lancer une initiative<sup>17</sup> citoyenne européenne destinée à obtenir de la Commission une proposition de loi sur le sujet (« *Tax the rich* »). Il se prononce également pour une imposition nettement plus élevée des grosses multinationales, pour la taxation des super-profits et pour la fixation de normes relatives au rapport salarial au sein des entreprises.

Il insiste sur la fin de l'ère du libre-échange et sur la nécessité de donner la priorité aux biens et services européens. À cet effet, le PS-PP mise sur la mise en place d'un « *Buy European Act* », régissant l'attribution des marchés publics ainsi que sur une stratégie de production sur le sol européen et sur une sécurisation des chaînes de valeur par le biais d'accords ciblés avec des pays tiers. En revanche, il s'oppose à la conclusion de nouveaux accords de libre-échange au sens traditionnel du terme. Au modèle d'un espace économique ouvert il préfère celui d'un espace européen protégé, davantage tourné vers l'intérieur, fondé sur des intérêts et des principes partagés.

### ***Entre réticence et détermination – renforcer la capacité de défense européenne***

L'une des propositions phares de Glucksmann est la création d'un fonds de défense européen doté de 100 milliards d'euros, financé par un emprunt européen. Il appelle en outre à mobiliser les plus de 200 milliards euros d'avoirs russes gelés dans les banques européennes pour soutenir l'Ukraine, à accélérer le rythme des livraisons d'armes à cette dernière et à adopter une approche coordonnée des achats d'armements au niveau européen. Il estime que l'UE doit riposter face à l'agression russe de la même manière

---

17. L'initiative a recueilli plus de 200 000 signatures à ce jour ; pour aboutir, elle doit en obtenir un million dans un délai d'un an. Disponible sur : <https://citizens-initiative.europa.eu>.

qu'elle a su réagir face à la pandémie. Il étaye sa critique de l'impérialisme russe en faisant valoir son propre parcours de lutte pour la liberté en Géorgie et fait observer que la guerre en Ukraine a commencé dès 2008<sup>18</sup>.

En déclarant que l'Allemagne entrait dans une nouvelle époque (« *Zeitenwende* »), le chancelier allemand Olaf Scholz a initié le réarmement de l'Allemagne. Désormais, celle-ci se classe au deuxième rang mondial en matière de soutien militaire à l'Ukraine, et le SPD (tout comme la CDU) reconnaît la nécessité de renforcer la capacité de défense européenne. Le parti poursuit la vision à long terme d'une armée européenne, même si les modalités de sa mise en œuvre restent incertaines. Il prévoit la création d'un conseil des ministres de la Défense, la mise en place d'un « marché intérieur européen de la défense » et le déploiement d'une brigade allemande en Lituanie pour assurer la sécurité de l'Europe. Il s'engage également pour une « augmentation substantielle » des fonds européens consacrés à la défense et pour une plus grande reconnaissance du poste de Haut-représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité. Le SPD affiche toutefois en parallèle un attachement marqué au partenariat avec les États-Unis en matière de sécurité. L'Allemagne renforce le pilier européen de l'OTAN à travers l'initiative de défense aérienne commune dite « *European Sky Shield Initiative* », lancée par le chancelier Olaf Scholz.

Simultanément, le SPD, qui se veut être le « parti de la paix » en Allemagne (« *Friedenspartei in Deutschland* »), maintient sa politique consistant à persévérer dans les efforts diplomatiques, et à privilégier le désarmement et la maîtrise en matière d'équipement militaire. Toute nouvelle livraison d'armes à l'Ukraine doit être « prudemment évaluée ».

### ***S'engager pour un modèle pérenne de manière socialement responsable***

Le SPD prône le parachèvement de l'union de l'énergie, avec un alignement plus important de la tarification de l'électricité sur les réalités des énergies renouvelables. Il appelle de ses vœux un cadre européen pour le subventionnement des prix de l'électricité pour une période transitoire (« *Brückenstrompreis* »), garantissant la compétitivité, et que la formation des prix de l'électricité prenne davantage en compte les réalités des énergies renouvelables. Il s'oppose fermement au soutien de l'énergie nucléaire par des fonds européens, faisant valoir que l'argent des contribuables ne doit pas être investi dans la « technologie onéreuse, peu fiable et à haut risque qu'est l'énergie nucléaire ». L'alliance PS-PP entend elle aussi renforcer considérablement le recours aux énergies renouvelables (45 % à l'échelle

---

18. R. Glucksmann, entretien télévisé du 19 mai 2024, disponible sur : [www.france.tv](http://www.france.tv).

européenne à l'horizon 2030, 70 % à l'horizon 2040), estimant que « la France a raté le train des renouvelables<sup>19</sup> », sans pour autant renoncer à l'énergie nucléaire. Même la construction de réacteurs de nouvelle génération (EPR), par ailleurs hors des compétences de l'UE, ne fait pas l'objet d'une opposition de principe. Le programme plaide en outre pour une sortie rapide des énergies fossiles.

Pour mener à bien la transition climatique et énergétique, réduire les dépendances vis-à-vis de la Chine et renforcer la souveraineté européenne, l'alliance PS-PP souhaite mettre en place un fonds souverain européen doté de 200 milliards d'euros. Elle est, comme LFI, partisane d'un protectionnisme écologique rapprochant les conditions de production chez les partenaires commerciaux à celles en vigueur au sein de l'UE. Elle appelle aussi à poursuivre l'extension du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). En somme, c'est une approche économique plus planifiée de la transition climatique qui doit être adoptée.

Le SPD se prononce lui aussi pour la poursuite du Pacte vert pour l'Europe, assortie d'un renforcement de l'accompagnement social, et pour des efforts en matière de pérennité environnementale dans le domaine de la Politique agricole commune (PAC). Il milite pour la création d'un forfait de transport public valable dans toute l'Europe, sur le modèle du *Deutschlandticket* (abonnement à prix bas permettant de voyager dans toute l'Allemagne), tous les jeunes de 18 ans se voyant attribuer un titre de transport Interrail gratuit dans le cadre d'une extension de *DiscoverEU*. L'alliance PS-PP propose de même un « ticket-climat » à 49 euros donnant accès aux transports publics locaux et régionaux (pour la France) ainsi qu'un « Erasmus universel » accessible à tous.

## ***Pour une Europe respectueuse de l'État de droit, réactive et élargie***

Le renforcement de la démocratie et de l'État de droit est une préoccupation centrale tant du SPD que de l'alliance PS-PP. Le SPD et sa tête de liste Katarina Barley s'attachent tout particulièrement à promouvoir l'enjeu de l'État de droit dans la campagne. Les affiches électorales invitent explicitement à « bloquer le glissement vers la droite ». Ce message s'inscrit dans le contexte du harcèlement et des agressions brutales subis par certains responsables politiques du SPD de la part de groupes néonazis<sup>20</sup>. Le SPD comme la liste PS-PP se prononcent en faveur de l'adhésion de nouveaux États membres, y compris de l'Ukraine et de la Moldavie, ainsi qu'à terme de la Géorgie, le SPD qualifiant la politique d'élargissement

19. R. Glucksmann, entretien télévisé sur BFMTV, 19 mai, disponible sur : [www.dailymotion.com](http://www.dailymotion.com).

20. « Verdächtiger soll rechtsextremen Hintergrund haben » [« Le suspect aurait des antécédents d'extrême droite »], Tagesschau, 7 mai 2024, disponible sur : [www.tagesschau.de](http://www.tagesschau.de).

d'« un des instruments majeurs de la politique étrangère de l'UE ». Les deux listes rejettent le principe de l'unanimité au Conseil afin que l'UE conserve une capacité d'action avec plus de 35 États membres. Elles appellent à mieux sanctionner les violations des valeurs fondamentales de l'UE. Le droit d'initiative du Parlement figure également sur les deux programmes, l'alliance PS-PP souhaitant de surcroît que le Parlement puisse prélever des impôts. Le SPD demande en outre que soit retenu le droit pour les citoyens d'élire le président de la Commission, parmi des têtes de liste sur la base de circonscriptions européennes assorties de listes paneuropéennes.

### ***Entre vision et responsabilité gouvernementale : la politique migratoire européenne au banc d'essai***

Les différences sont plus marquées en ce qui concerne la migration et l'asile. Le SPD met l'accent sur la protection individuelle et insiste sur l'importance de ne pas dégrader la qualité des procédures en les organisant aux frontières extérieures. Il souligne le caractère illégal des retours forcés, fait valoir la nécessité d'une participation solidaire de tous les États membres et plaide, à l'instar de l'alliance PS-PP, pour le développement de la migration légale (notamment professionnelle) et la sécurisation des itinéraires empruntés par les réfugiés. Quant à l'alliance PS-PP, non seulement elle souligne, elle aussi, le devoir de protection, mais elle manifeste également la volonté de tenir compte des souhaits des demandeurs d'asile lors de leur accueil et s'oppose à la mise en place de procédures dans des pays tiers. Elle réclame également le financement par l'Europe du sauvetage en mer ainsi que le soutien renforcé à l'intégration lors de l'octroi de l'asile. Elle s'est opposée au Pacte européen sur la migration et l'asile, à rebours du SPD au pouvoir en Allemagne qui, néanmoins, attire lui aussi l'attention sur la nécessité de respecter le droit international, notamment lors des interventions de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, Frontex. Alors qu'en France, la critique du pacte s'accompagne d'une condamnation de la politique de fermeture d'Emmanuel Macron, le SPD, par la voix de sa ministre de l'Intérieur Nancy Faeser, a largement contribué à l'élaboration du pacte.

# Les Verts face aux élections européennes, une perte de vitesse inexorable ?

## Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024

Avec le tandem Bas Eickhout et Terry Reintke, ce sont un Néerlandais et une Allemande qui mènent la liste des Verts européens pour les élections européennes de 2024. Terry Reintke est également la tête de liste des Verts allemands, tandis qu'en France Marie Toussaint mène la liste Les Écologistes – Europe Écologie Les Verts (EELV).

La question environnementale a dominé les dernières élections européennes de 2019 sous l’empreinte de Greta Thunberg et de Fridays for Future. Cela a permis aux Verts (Les Verts-Alliance libre européenne [ALE]) de remporter 72 sièges sur 705, soit 23 de plus qu’aux élections précédentes, et de se hisser au quatrième rang parmi les groupes parlementaires au Parlement européen. Cinq ans plus tard, la tendance semble s’inverser. La guerre en Ukraine et la mauvaise conjoncture économique dans l’UE menacent de reléguer au second plan les initiatives ambitieuses telles que le Pacte vert. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le comparait alors à l’exploit réalisé par les Américains en 1961 lorsqu’un être humain a pour la première fois posé un pied sur la Lune (« *man on the moon moment* »). Aujourd’hui le Pacte vert se heurte à des critiques sur fond d’une crainte partagée à travers toute l’Europe : celle de la perte de compétitivité et de la désindustrialisation de la base de production européenne. « Nous assistons à une attaque contre le Pacte vert, en partie soutenue par les conservateurs et les libéraux<sup>21</sup> », déclarait récemment Terry Reintke dans un entretien. Face aux tentatives de reculer sur les engagements pris en matière de politique environnementale, les Verts souhaitent résolument maintenir le cap et passer à la vitesse supérieure en mettant en œuvre le Pacte vert.

---

21. ZIB-2, Österreichischer Rundfunk, 7 mai 2024, disponible sur : <https://on.orf.at>.

Le bond historique des Verts en 2019 ne se reproduira sans doute pas cette année : si les écologistes allemands ont remporté 20 % des voix en 2019 (soit 21 sièges), ils ne devraient plus en obtenir que 14,2 % en juin<sup>22</sup>. En France, la tendance est similaire : les Verts, qui y ont obtenu 13 % des suffrages (soit 13 sièges) en 2019, sont crédités de 6,5 % des voix en juin<sup>23</sup>. Leur présence au Parlement européen est même menacée en cas de score inférieur à 5 %.

## Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements des Verts ?

Eu égard à l'enjeu majeur qu'est la protection du climat, qui n'a rien perdu de son urgence, les Verts maintiennent leurs ambitions en matière de transformation écologique malgré l'hostilité croissante qu'elles suscitent. Leur objectif principal est la mise en œuvre du Pacte vert, qui prévoit la neutralité climatique à l'horizon 2050 et une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 55 % à l'horizon 2030. Les sujets phares des Verts allemands et français pour la prochaine législature restent donc la protection du climat et la justice sociale.

### ***Poursuivre la transition écologique***

Les écologistes français entendent faire progresser la transition écologique par des investissements massifs. Ils promeuvent l'économie circulaire, la réparabilité des produits et le recyclage. Un « Pacte vert numérique et social » doit assurer la réindustrialisation et la création d'emplois dans l'UE, ainsi que la promotion de technologies respectueuses de l'environnement et à empreinte écologique minimale. EELV se fixe pour objectif de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 70 % à l'horizon 2030 et de porter la part des énergies renouvelables à 100 % à l'horizon 2040. Les Verts allemands souhaitent également compléter les objectifs européens en matière d'émissions par des objectifs intermédiaires contraignants pour 2035 et 2040. Pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, il s'agit de promouvoir l'électrification des moteurs, des processus de production et des systèmes de chauffage. Le déploiement à grande échelle des énergies renouvelables doit permettre à l'UE d'atteindre la neutralité climatique en matière d'approvisionnement électrique à l'horizon 2035.

22. « Neueste Wahlumfragen im Wahlrend zur Europawahl » [Nouveaux sondages pour les élections européennes], Dawum, disponible sur : <https://dawum.de>.

23. Sondages Ipsos du 15 mai, disponible sur : [www.commission-des-sondages.fr](http://www.commission-des-sondages.fr).

## ***La politique sociale en première ligne***

En matière sociale, EELV considère qu'il faut poursuivre les efforts déployés par le Plan de relance NGEU pour atténuer les conséquences sociales et économiques de la crise du Covid-19. Son programme prévoit par exemple d'introduire un « impôt sur la fortune climatique<sup>24</sup> ». Une meilleure coordination des prélèvements sur les entreprises doit permettre de lutter contre le *dumping* social et d'introduire une « assurance chômage-formation au niveau européen<sup>25</sup> ». Le programme des Verts allemands stipule également que l'UE est « aussi une union sociale qui entend œuvrer pour le progrès social<sup>26</sup> », à laquelle il incombe de fixer des « normes contraignantes<sup>27</sup> » garantissant des « salaires équitables<sup>28</sup> » et prévenant « toute forme d'arbitraire et d'exploitation<sup>29</sup> ».

Côté consommateur, il s'agit d'encourager la mobilité verte. Les écologistes français estiment que les vols intra-européens devraient être « interdits quand des alternatives de moins de quatre heures et demie existent<sup>30</sup> ». Ils appellent de leurs vœux un « ticket-climat<sup>31</sup> » conçu dans un esprit d'équité sociale. Les Verts allemands partagent cette position et souhaitent la création d'une formule commune donnant accès à l'ensemble des transports publics européens, sur le modèle du *Deutschlandticket*. Par ailleurs, les écologistes français proposent une baisse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits verts fabriqués en Europe.

## ***Les Verts sceptiques envers la politique commerciale***

En matière de politique commerciale, EELV mise sur le « protectionnisme vert<sup>32</sup> ». Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières doit être étendu. Le droit à une alimentation saine, équitable et locale pour tous doit être assuré par une « politique commerciale juste<sup>33</sup> » et, si nécessaire, par le retrait des accords de libre-échange qui ne souscrivent pas à ce principe. Tout aussi réticents face à la politique commerciale actuelle, les Verts allemands mettent plutôt l'accent sur la nécessité d'accords équitables, écologiques et « post-coloniaux » protégeant les droits de l'homme, la biodiversité et le climat mondial. Il s'agit pour cela d'instaurer des

---

24. Programme électoral pour les élections européennes 2024, Alliance 90/Les Verts.

25. *Ibid.*

26. *Ibid.*

27. *Ibid.*

28. *Ibid.*

29. *Ibid.*

30. « Pour un État-providence écologique européen », programme électoral pour les élections européennes de 2024 des Écologistes – Europe Écologie-Les Verts.

31. *Ibid.*

32. *Ibid.*

33. *Ibid.*

« obligations applicables, vérifiables et juridiquement contraignantes dans le domaine de la protection environnementale, sociale et climatique<sup>34</sup> ». Des accords commerciaux doivent par ailleurs garantir le transfert de technologie, en veillant à éviter une « exploitation intensive des matières premières des pays du Sud pour la consommation des pays du Nord<sup>35</sup> ».

### ***Les technologies vertes, gages de résilience et de compétitivité***

Les écologistes français entendent réduire la dépendance de l'UE vis-à-vis des pays tiers, notamment de la Russie en matière de combustibles fossiles mais aussi de la Chine et de l'Inde en matière de médicaments génériques, qui a été révélée lors la crise du Covid-19. Leurs homologues allemands partagent cette position et veulent investir dans l'innovation, la souveraineté et la résilience, avec une attention particulière accordée à l'industrie des semi-conducteurs, à l'hydrogène, à l'informatique et à la communication quantiques, et à l'intelligence artificielle pour maintenir la compétitivité et la capacité économique de l'UE face à la concurrence chinoise et américaine. EELV va jusqu'à promouvoir la mise en place d'un « droit de préemption européen » pour les entreprises européennes « qui souhaitent délocaliser alors que leurs activités sont indispensables à la transition, à la souveraineté, ou aux besoins essentiels<sup>36</sup> ».

Le programme d'EELV ne fait qu'une brève mention de l'énergie nucléaire, pour indiquer que « le redéploiement du nucléaire ne sera pas susceptible de répondre<sup>37</sup> » aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat de 2015. Plus explicites, les Verts allemands affirment que « l'énergie nucléaire ne constitue pas une forme durable de production d'énergie et ne permet pas de lutter contre la crise climatique<sup>38</sup> ». Les Verts allemands sont restés fermes quant à la sortie du nucléaire en dépit de l'évolution de la conjoncture géopolitique, s'attirant les critiques de l'opposition, des Libéraux ainsi que de la France. *A contrario*, EELV doit composer avec la réalité du mix énergétique français et du soutien de la population française à l'énergie nucléaire ; le parti s'efforce néanmoins, dans le cadre de la campagne électorale, de promouvoir le développement des énergies renouvelables, avec l'objectif d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2040.

---

34. Programme électoral pour les élections européennes 2024, Alliance 90/Les Verts.

35. *Ibid.*

36. « Pour un État-providence écologique européen », *op. cit.*

37. *Ibid.*

38. *Ibid.*

## **Les Verts contraints de faire face à la guerre**

Condamnant la guerre en Ukraine, les écologistes français misent sur la « *soft security* », comme la politique de sanctions contre la Russie et la reconstruction de l'Ukraine grâce aux actifs russes immobilisés au sein de l'UE.

Les Verts allemands, qui assument une responsabilité directe au sein du gouvernement où ils détiennent notamment les portefeuilles de vice-chancelier et des Affaires étrangères, sont plus clairement favorables à un soutien militaire à l'Ukraine que leurs homologues français. Ils font preuve de pragmatisme, comme en témoignent notamment les livraisons d'armes à l'Ukraine, manifestant une plus grande disposition à livrer du matériel militaire que ne l'autorise le chancelier.

De manière générale, les Verts sont de plus en plus enclins à s'emparer de sujets relatifs à la politique de sécurité et de défense, habituellement davantage portés par d'autres partis, comme en témoigne l'engagement d'EELV pour une armée européenne. De leur côté, les Verts allemands sont favorables à une meilleure coordination entre les États membres en matière de politique étrangère et souhaitent la conversion du poste de Haut-représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité en celui de ministre européen des Affaires étrangères à part entière. Ils proposent en outre une coopération plus étroite en matière de politique de sécurité et de défense à l'échelle européenne, afin que l'UE, notamment dans le cadre de l'OTAN, gagne en efficacité.

## **Les Verts, résolument fédéralistes**

Les Verts, tant en France qu'en Allemagne, sont résolument pro-européens. Marie Toussaint appelle de ses vœux une « Assemblée constituante européenne pour un sursaut fédéral<sup>39</sup> » et, face à la montée des courants nationalistes au sein de l'UE, oppose « pacte brun<sup>40</sup> » et « pacte vert ». Le programme des Verts allemands plaide lui aussi pour une « république fédérale européenne dotée d'une Constitution propre<sup>41</sup> ». Si le terme « fédéral » ne suscite guère la polémique en Allemagne, les Verts français se voient fustigés pour leur « fédéralisme » dans le cadre de la campagne, les partis d'extrême droite les accusant de saper la souveraineté française en prônant un super-État européen.

39. « Pour un État-providence écologique européen », *op. cit.*

40. « Européennes 2024 : Marie Toussaint dénonce "l'esprit de la division" dans le camp de la gauche et des écologistes », *Le Monde*, 4 mai 2024, disponible sur : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr).

41. Programme électoral pour les élections européennes 2024, Alliance 90/ Les Verts.

# Les faiseurs de roi contraints d'abdiquer ? Les élections européennes chez les libéraux-centristes

## Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024

En France, le camp libéral-centriste mené par « Besoin d'Europe », liste commune fédérant le parti présidentiel d'Emmanuel Macron Renaissance, le MoDem, Horizons, le Parti Radical et l'Union des démocrates et indépendants (UDI), constitue la deuxième force au Parlement européen, à côté du RN. Renaissance continuera sans doute de former la plus grande délégation au sein du groupe Renew Europe mais, d'après les sondages, devrait perdre cinq points par rapport à 2019 (16-17 % contre 22,4 %), voire recueillir moitié moins de voix que le RN<sup>42</sup>. Le parti libéral allemand FDP, actuellement représenté par cinq députés, enregistrera lui aussi une perte de suffrages. Il devrait cependant être représenté au Parlement européen par au moins trois députés. La tête de liste allemande Marie-Agnes Strack-Zimmermann est bien connue du grand public pour ses prises de parole vigoureuses dans le débat politique, tandis qu'en France, le choix de la tête de liste s'est porté sur Valérie Hayer, nettement moins connue du public et qui peine à le séduire. D'où, à partir de fin avril, une intervention plus marquée dans la campagne électorale d'Emmanuel Macron, de retour à la Sorbonne pour un discours sur l'Europe, et du Premier ministre Gabriel Attal – là où en Allemagne la campagne électorale du FDP est résolument centrée sur la figure de Marie-Agnes Strack-Zimmermann.

Avant les élections de 2019, le groupe Renew Europe ne constituait que la quatrième force au Parlement européen. Avec l'arrivée en 2019 des députés macronistes (23 au total), elle est devenue le troisième groupe parlementaire, c'est-à-dire le « faiseur de roi » de la législation européenne. La perte de sièges que devraient provoquer les élections européennes de 2024 est susceptible de considérablement modifier cette donne.

Jusqu'au discours prononcé par Emmanuel Macron à la Sorbonne le 25 avril, Renaissance s'est principalement attaché à faire valoir son bilan en matière d'initiatives européennes. Le parti a attendu le début du mois de

---

42. Sondage Ipsos, 15 mai, disponible sur : [www.ipsos.com](http://www.ipsos.com).

mai pour publier son programme électoral. Dans leur campagne, les libéraux-centristes français et allemands mettent l'accent sur la capacité de défense européenne, le maintien de l'Europe des libertés et le renforcement de la compétitivité européenne, en insistant particulièrement sur l'allègement de la bureaucratie. Dans son programme électoral publié début mai, Renaissance s'est fixé trois « combats » essentiels : faire de l'Europe une puissance forte, sûre et indépendante ; en faire une puissance écologique, économique et sociale ; défendre le modèle européen et ses valeurs<sup>43</sup>. Le programme électoral du FDP<sup>44</sup> ne présente pas une structure aussi claire. La tête de liste Marie-Agnes Strack Zimmermann cite néanmoins les trois thèmes de la défense, de l'économie et des droits de l'homme comme enjeux majeurs de l'UE<sup>45</sup>.

## Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements de Renaissance et du FDP ?

### ***De l'Europe de la défense à une armée européenne ?***

Le développement significatif des capacités de défense européennes constitue certainement l'un des principaux points de convergence entre Renaissance et le FDP. Les deux partis se prononcent en faveur d'un approfondissement de l'intégration et d'une coordination des forces armées. Alors qu'en 2017, lors de son premier discours à la Sorbonne, Emmanuel Macron avait prôné la création d'une armée européenne, objectif qu'endosse aussi le FDP, le parti présidentiel français semble avoir pris ses distances avec cette notion. Dans le second discours qu'il a prononcé à la Sorbonne le 25 avril 2024, qu'il ne souhaite pas voir compris comme un soutien à la campagne électorale, Emmanuel Macron a évoqué l'objectif d'une nouvelle « intimité stratégique » entre les forces armées, sans pour autant reprendre sa proposition de 2017 en faveur d'un quartier général européen. Le FDP souhaite réaliser une union de défense, étape intermédiaire vers l'objectif ultime d'une armée européenne.

Du côté français, l'accent est surtout mis sur la nécessité de poursuivre les aides financières aux capacités de défense, avec un investissement de 100 milliards d'euros *via* la Banque européenne d'investissement –

43. Voir le site internet officiel de la campagne de la liste électorale commune « Besoin d'Europe », disponible sur : <https://besoindeurope.fr>.

44. Le programme électoral du FDP pour les élections européennes : « *Europa. Einfach. Machen. Entfesseln wir Europas Energie für mehr Freiheit und mehr Wohlstand* » [L'Europe. Simplement. En action. Libérons l'énergie de l'Europe pour plus de liberté et de prospérité], disponible sur : [www.fdp.de](http://www.fdp.de).

45. « Interview exclusive de Marie-Agnes Zimmermann, candidate de Renew », Euronews, 3 mai 2024, disponible sur : <https://fr.euronews.com>.

proposition faite par ailleurs par le commissaire français au Marché intérieur, Thierry Breton, mais aussi par la chef du gouvernement libéral estonien, Kaja Kallas. Le principe, défendu par la France, d'une augmentation du financement de la défense par des *eurobonds*, c'est-à-dire *via* un emprunt commun, est clairement rejeté par l'Allemagne, notamment par son ministre des Finances Christian Lindner, ainsi que par les autres pays dits « frugaux ». Les deux partis convergent en revanche dans leur plaidoyer pour un accroissement des dépenses en matière de défense, le FDP souhaitant développer le Fonds européen de défense. Marie-Agnes Strack-Zimmermann, qui se distingue régulièrement dans les débats politiques par ses piques contre les décisions du chancelier Olaf Scholz en matière de politique de défense, entend faire de l'objectif de 2 % du PIB en dépenses militaires, préconisé par l'OTAN, un seuil minimal ; Renaissance se prononce même pour que les États membres de l'OTAN augmentent ces dépenses en les portant à 3 % de leur PIB, rejoignant ainsi la proposition des Républicains. Cette prise de position représente un revirement significatif par rapport aux déclarations d'Emmanuel Macron en 2019, lorsqu'il avait déclaré que l'OTAN était en état de « mort cérébrale ». En outre, les deux partis plaident pour un renforcement de la coordination de la politique étrangère : le FDP est favorable à une revalorisation du statut du Haut-représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité ; Renaissance comme le FDP souhaite passer de l'unanimité à la majorité qualifiée. Cette proposition était toutefois plus sujette à discussions côté français, la France ne l'appuyant qu'à la condition que ce changement s'applique aussi aux questions fiscales, ce à quoi le FDP s'oppose fermement.

### ***Assurer une transition verte porteuse de croissance***

Le FDP et Renaissance, comme nombre de partis, souhaitent que le Pacte vert pour l'Europe soit un gage de croissance et de la compétitivité en Europe.

Renaissance se fait l'avocat, en plus du Pacte vert, d'un « pacte bleu » pour la protection des océans, et demande que les pesticides soient réduits de moitié d'ici 2030. Le parti souhaite étendre le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) à d'autres secteurs, proposition jugée problématique par le FDP notamment s'agissant des petites et moyennes entreprises (PME). Le FDP mise sur le système d'échange de quotas d'émission (SEQE-UE), qu'il souhaiterait étendre, comme principal levier d'action piloté par le marché, et voit dans le MACF une mesure protectionniste. Ces positions de principe constituent certainement l'une des principales divergences entre les deux partis. Le FDP estime que la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a mené une politique de surréglementation, en particulier dans le domaine de la politique

environnementale ; sa tête de liste Marie-Agnes Strack-Zimmermann a déclaré dans son discours inaugural de campagne que l'appel constant à la multiplication des subventions visait à orienter l'économie au lieu de stimuler la force d'innovation des entreprises<sup>46</sup>.

## ***Débureaucratiser l'UE***

En appelant à une « pause réglementaire européenne » en matière de politique environnementale, Emmanuel Macron a lancé dès 2023 un débat sur la surréglementation communautaire. Si la lutte contre la bureaucratie a toujours figuré au centre des préoccupations des libéraux-centristes, le débat revêt une actualité politique particulière dans le contexte des mouvements de contestation des agriculteurs à travers toute l'Europe, qui ont connu une acmé au début de l'année. Dans le discours sur l'Europe qu'elle a prononcé lors du congrès du FDP, Marie-Agnes Strack-Zimmermann a évoqué une réglementation insensée du marché du travail par l'UE et l'« administration délirante » de celle-ci par Ursula von der Leyen.

Le FDP et Renaissance ont tous deux voté contre la loi européenne sur la chaîne d'approvisionnement, estimant qu'elle imposerait des charges bureaucratiques excessives aux entreprises. Ils proposent de mener une initiative franco-allemande contre la bureaucratie<sup>47</sup>. Les deux partis préconisent d'introduire de nouvelles réglementations au niveau européen que si l'on procède parallèlement à la suppression de règles en vigueur (principe du « 1 adopté, 1 supprimé »). Par rapport à Renaissance, le FDP met un accent particulier sur les PME (création d'un commissaire européen aux PME, examen d'opportunité de nouvelles normes au regard de la situation des PME). Pour rendre l'UE plus efficace, le FDP demande en outre que le siège du Parlement à Strasbourg soit supprimé (!), proposition qui sans surprise ne rencontre aucun écho en France.

## ***Transformer l'Europe en championne de l'innovation et en acteur économique résilient***

Si le thème du libre-échange occupe une place prépondérante dans la campagne électorale française, le gouvernement étant critiqué par les autres partis pour en être un partisan convaincu, le sujet demeure secondaire en Allemagne. Dans le contexte de la guerre d'agression russe et de la dépendance que l'Allemagne s'est découverte à l'occasion concernant des matières premières critiques, le gouvernement allemand s'efforce de

---

46. Congrès européen du FDP : discours de Marie-Agnes Strack-Zimmermann, 28 janvier 2024, disponible sur : [www.youtube.com](https://www.youtube.com).

47. « Deutschland und Frankreich setzen sich gemeinsam für Bürokratieentlastung auf europäischer Ebene ein » [« La France et l'Allemagne s'engagent ensemble à alléger la bureaucratie au niveau européen »], Ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du climat (BMWK), 11 octobre 2023, disponible sur : [www.bmwk.de](https://www.bmwk.de).

diversifier autant que possible les chaînes d'approvisionnement. Dans ce cadre, le FDP prône une zone de libre-échange transatlantique et la conclusion de nouveaux accords de libre-échange avec des pays comme le Chili, le Japon ou la Corée du Sud, avec pour objectif l'établissement d'une « zone de libre-échange mondiale unissant les démocraties ». Si Renaissance s'inscrit globalement dans cette perspective, son discours de campagne aura systématiquement mis l'accent sur l'importance d'une « réciprocité » passant par l'introduction de clauses miroirs dans tout nouvel accord de libre-échange. Alors que Renaissance rejette l'accord avec le Mercosur, le FDP y est, à l'opposé des Verts, clairement favorable.

Les deux partis ont pour objectif clair d'augmenter la capacité d'innovation de l'UE, ambition formant le deuxième pilier (« prospérité ») du discours d'Emmanuel Macron le 25 avril à la Sorbonne. À la différence du FDP, partisan de l'ouverture technologique (fusion nucléaire, hydrogène, maintien du moteur à combustion interne, carburants électriques, capture du carbone) et d'une réglementation plus propice aux entreprises, le président français a exposé sa vision d'une politique industrielle européenne plus poussée, par laquelle l'UE se hisserait à la tête du marché dans cinq technologies clés à l'horizon 2030. Si cette vision n'a pas été déclinée en détail dans le programme électoral de Renaissance, le « Plan Europe 2030 », programme d'investissement pouvant mobiliser jusqu'à 1 000 milliards d'euros et financé par les fonds propres de l'Europe et par un endettement commun, va dans le même sens. Le FDP, quant à lui, entend faire du Conseil européen de l'innovation une agence européenne pour l'innovation de rupture et renforcer les fonds d'innovation tels qu'Horizon Europe, sans toutefois évoquer une augmentation sensible des programmes d'investissement.

## ***Défendre l'Europe des libertés***

La défense de l'Europe des libertés face aux autocraties constitue une préoccupation majeure des deux partis. Ils plaident pour un renforcement du mécanisme de l'État de droit (procédure de l'article 7 du traité sur l'Union européenne suspendant le droit de vote d'un État membre récalcitrant), pour la protection de la liberté d'expression des journalistes indépendants et pour le développement de la résilience démocratique de l'UE. Marie-Agnes Strack-Zimmermann se montre particulièrement critique à l'égard de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, pour avoir accepté de débloquer les 10 milliards d'euros non versés à la Hongrie, le FDP estimant que ce pays persiste à enfreindre manifestement les principes fondamentaux de l'État de droit. Renaissance entend poursuivre la mise en œuvre du Pacte Simone Veil pour l'amélioration des droits des femmes et inscrire le droit à l'avortement dans la Charte européenne des droits de l'homme. Dans son diagnostic, Emmanuel Macron va jusqu'à évoquer une question de vie ou de mort.

Les deux partis, qui ont joué un rôle important dans la négociation du Pacte européen sur la migration et l'asile récemment adopté par l'UE, estiment que la protection de l'Europe des libertés passe par une meilleure maîtrise de la migration irrégulière et par le démantèlement des réseaux de passeurs. Il s'agit de renforcer Frontex et d'envisager l'examen des demandes d'asile dans des pays tiers. Par rapport à Renaissance, le FDP met davantage l'accent sur la nécessité de multiplier les voies légales de migration vers l'UE ; le contraste s'explique sans doute par la conjoncture différente des marchés du travail français et allemand, celui-ci étant plus touché par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Les deux partis sont également favorables à la conclusion d'accords migratoires avec d'autres pays tiers, accords qui suscitent de vives critiques, notamment dans les rangs de la gauche. Pour préserver l'espace de liberté, de sécurité et de justice, il s'agit en outre de développer la coopération policière et judiciaire et de transformer Europol en un office européen de la criminalité, comme le préconise le FDP dans son programme électoral.

# Les gardiens du *statu quo* à la croisée des chemins : les élections européennes chez les conservateurs

## Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024

La liste du Parti populaire européen (PPE) est menée par Ursula von der Leyen, présidente sortante de la Commission européenne, qui se trouve également à la tête des conservateurs allemands quoiqu'elle ne figure sur aucune liste. En 2019, les conservateurs allemands, dirigés par Manfred Weber, ont remporté 29 % des suffrages – soit une baisse de 6 % par rapport à 2014 –, obtenant ainsi 29 sièges. Manfred Weber se présente aux élections à venir comme tête de liste de la CSU bavaroise, la CDU/CSU présentant, à la différence de tous les autres partis allemands, des listes propres à chaque *Land*. Ursula von der Leyen suscite des avis divergents entre la CDU/CSU et Les Républicains : alors que les conservateurs allemands la soutiennent, tel n'est pas le cas de leurs homologues français, qui se disent déçus par les « dérives » du Pacte vert et par l'évolution de la politique migratoire.

En tête de liste du parti conservateur français Les Républicains (LR) figure, pour la deuxième fois, François-Xavier Bellamy. En 2019, les conservateurs français ont obtenu 8 % des voix (soit 8 sièges au Parlement européen), une baisse de 12 % par rapport à 2014.

Les conservateurs du PPE ont remporté 177 sièges lors des élections européennes de 2019, ce qui en fait le groupe le plus important du Parlement européen. Cette année, les conservateurs français sont crédités de 7 % des suffrages<sup>48</sup> et les conservateurs allemands de 29,6 %<sup>49</sup>, si bien que le PPE devrait conserver la première place au Parlement européen.

---

48. Umfrageergebnisse laut Ipsos vom 15. Mai, disponible sur : [www.commission-des-sondages.fr](http://www.commission-des-sondages.fr).

49. « Neueste Wahlumfragen im Wahltrend zur Europawahl », *op. cit.*

## Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements des conservateurs ?

Dans le cadre de leurs campagnes électorales respectives, les conservateurs français et allemands revendiquent de concert une meilleure coopération en matière de politique de sécurité et de défense et sur le plan de l'économie, ainsi que des mesures pour renforcer la compétitivité de l'UE, mais aussi un durcissement de la politique relative à la migration et l'asile. Les désaccords portent sur l'élargissement de l'UE, la politique commerciale et les relations avec Emmanuel Macron, qui a joué un rôle moteur au sein de l'UE au cours des dernières années.

### ***Des convergences sur le plan de la défense, des divergences quant à l'élargissement de l'UE***

Les conservateurs allemands attachent, depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, une grande importance à la « *Westbindung* » (intégration de l'Allemagne dans le bloc occidental). La conjoncture géopolitique actuelle, marquée par l'offensive de la Russie contre l'Ukraine, consacre l'importance de l'OTAN. Les conservateurs allemands estiment que « l'amitié transatlantique doit rester un pilier de la politique étrangère », rejoins dans ce diagnostic par leurs homologues français. La CDU/CSU considère que la défense pâtit d'un « sous-investissement ». Les forces armées nationales des pays européens, estime-t-elle, ont vocation à « coopérer davantage au sein d'une UE de la défense forte ». Dans son programme électoral, la CDU/CSU se prononce en faveur de la nomination d'un commissaire européen à la Défense. Les conservateurs français, quoique moins ambitieux, estiment eux aussi nécessaire le réarmement de l'Europe et l'investissement, par les États membres de l'UE, de 3 % de leur PIB dans les dépenses militaires. L'UE devrait en outre « disposer de moyens de planification et de coordination militaires pour permettre des engagements opérationnels conjoints, potentiellement sans les Américains<sup>50</sup> ». En revanche, François-Xavier Bellamy a qualifié d'illusoire la création d'une armée européenne lors d'un débat télévisé (« Il n'y aura jamais d'armée européenne et il ne doit pas y en avoir<sup>51</sup> »). Là où la CDU/CSU met en exergue l'importance de la coopération franco-allemande en matière de défense, François-Xavier Bellamy met l'accent sur le développement d'une industrie de défense européenne.

50. Les Républicains, « Maîtriser notre destin », disponible sur : [www.republicains.fr](http://www.republicains.fr).

51. « Reconnaissance de la Palestine, guerre en Ukraine, montée de l'extrême droite... Le "8h30 franceinfo" de François-Xavier Bellamy », France Info, 29 mai 2024, disponible sur : [www.francetvinfo.fr](http://www.francetvinfo.fr).

L'élargissement de l'UE ne fait pas l'unanimité parmi les conservateurs français et allemands. Les Français estiment qu'il faut « consolider » l'Europe et non l'élargir. Les Allemands estiment qu'un élargissement sert les « intérêts de l'Allemagne et de l'Europe en matière de sécurité et de géopolitique », qu'il faut envisager des « perspectives concrètes » et qu'une intégration « progressive » des nouveaux États membres pourrait être envisagée avant une adhésion pleine et entière.

### ***Accord sur la gestion budgétaire et l'innovation, désaccord sur le commerce international***

Les Républicains, souhaitant mettre fin à la politique du « quoi qu'il en coûte » d'Emmanuel Macron, sont « opposés à la création d'impôts européens qui viendraient encore diminuer le pouvoir d'achat des Français ou réduire la compétitivité de nos entreprises<sup>52</sup> ». Les conservateurs allemands promeuvent eux aussi une politique budgétaire plus rigoureuse et se prononcent pour une « véritable union de stabilité » et « contre une union de la dette ».

Si les conservateurs français et allemands ont érigé le moteur à combustion en thème de prédilection, les deux partis souhaitant revenir sur l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs dans l'UE à partir de 2035, les deux partis plaident également pour des investissements dans l'innovation en matière de technologies propres et de technologies d'avenir. Ainsi le programme des Républicains promeut-il l'investissement dans les domaines de la défense, du *cloud*, de la biotechnologie, de l'intelligence artificielle, ainsi que de l'hydrogène et de l'énergie nucléaire. Revenant sur la décision de l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel de sortir du nucléaire, la CDU/CSU estime désormais qu'il convient pour le moment de ne pas exclure l'énergie nucléaire comme option dans le mix énergétique. À l'instar de la quasi-totalité des autres partis français, les Républicains sont clairement favorables au recours à l'énergie nucléaire, qu'ils entendent même développer davantage.

En matière de politique commerciale de l'UE, en revanche, les désaccords entre LR et la CDU/CSU sont manifestes. Tandis que les conservateurs allemands s'engagent pour un « libre-échange intensif » et entendent conclure « davantage d'accords de libre-échange, surtout avec les États-Unis et l'Amérique du Sud, sans les surcharger de questions techniques hors de propos<sup>53</sup> », les conservateurs français, sans pour autant

52. Les Républicains, « Maîtriser notre destin », *op. cit.*

53. « Mit Sicherheit Europa. Für ein Europa, das schützt und nützt » [L'Europe assurément. Pour une Europe qui protège et qui apporte], Programme électoral de la CDU et de la CSU pour les élections européennes 2024.

suivre les Verts dans leurs appels à la restriction drastique du libre-échange, insistent eux aussi sur la nécessité de clauses miroirs<sup>54</sup>.

## ***Dissensions sur le Pacte européen sur la migration et l'asile***

Les conservateurs allemands soutiennent le nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile, dont ils estiment qu'il portera un coup d'arrêt à la migration irrégulière. Ils sont désireux de montrer que ce thème n'est pas l'apanage des partis d'extrême droite, la pression migratoire étant susceptible de s'intensifier encore. Tout en promouvant la protection des frontières extérieures et le renforcement de Frontex, ils souhaitent rendre l'Allemagne et l'UE plus attractives pour les travailleurs qualifiés.

S'agissant du régime d'asile européen commun, le chef de la CDU, Friedrich Merz, a récemment indiqué dans une tribune publiée dans *The Economist* qu'il convenait désormais de le mettre en œuvre rapidement, « en veillant notamment à se prononcer rapidement sur les demandes d'asile aux frontières extérieures de l'UE et à renvoyer sans délai les personnes dont la demande d'asile a été rejetée<sup>55</sup> ». Il considérait aussi que la pratique des procédures d'examen des demandes d'asile dans les pays tiers devait être appliquée. Les Républicains estiment qu'il faut créer des centres d'accueil fermés dans les pays les plus touchés par les arrivées par la mer et par la terre. Les demandeurs d'asile secourus en mer ou débarquant sur les côtes européennes y seraient hébergés pendant toute la durée de l'examen de leur dossier, sans être autorisés à en sortir. Les Républicains, opposés en cela aux dispositions du Pacte européen sur la migration et l'asile, considèrent que ces mesures de rétention doivent pouvoir être mises en œuvre unilatéralement par les États concernés. Les demandeurs d'asile déboutés doivent être renvoyés directement dans leur pays d'origine avec le concours de Frontex.

## ***Protéger les agriculteurs, garantir la sécurité alimentaire et dynamiser les territoires ruraux***

Dans le contexte du mouvement de contestation des agriculteurs français, le thème de la compétitivité des produits agricoles français face à la concurrence internationale est particulièrement prégnant. Les critiques portent non seulement sur les accords de libre-échange, mais aussi sur la libéralisation des échanges commerciaux avec l'Ukraine en matière de

54. Les Républicains, « Maîtriser notre destin », *op. cit.*

55. F. Merz, « Emmanuel Macron Has Done Europe a Favour, Reckons Germany's Opposition Leader », *The Economist*, 24 mai 2024, disponible sur : [www.economist.com](http://www.economist.com).

produits agricoles<sup>56</sup>. Les conservateurs français veulent éviter que l'exaspération des agriculteurs français ne tourne à l'avantage du Rassemblement national. Ainsi les Républicains promettent-ils de « mettre en place des clauses de sauvegarde pour que l'accès des produits agricoles ukrainiens au marché intérieur européen ne se fasse pas dans n'importe quelles conditions<sup>57</sup> ». Ils consacrent l'un des six chapitres de leur programme électoral à l'agriculture, la teneur de leur position étant que « pour garantir une véritable souveraineté alimentaire, l'Europe doit soutenir nos agriculteurs, nos pêcheurs et notre ruralité<sup>58</sup> ».

Le programme électoral de la CDU/CSU met l'accent sur les points suivants en matière d'agriculture : garantir la sécurité alimentaire ; assurer l'avenir des agriculteurs et agricultrices ; revoir à la baisse le statut de protection du loup ; promouvoir les investissements dans l'agriculture en tant que secteur en pointe sur le plan technologique ; alléger les normes, développer les espaces ruraux pour favoriser leur exploitation non seulement pour l'agriculture et la sylviculture, mais aussi et surtout pour « la bioéconomie, les énergies renouvelables et le tourisme », et « saisir les opportunités offertes par la numérisation ».

### ***Les conservateurs face à l'Europe et au leadership d'Emmanuel Macron***

Le programme électoral des Républicains affirme : « Nous sommes profondément patriotes et européens<sup>59</sup> » et « Nous plaçons la France au premier rang<sup>60</sup>. » Le message des conservateurs allemands est un brin plus europhile : « La CDU et la CSU sont les partis européens allemands. » À cet égard, Friedrich Merz mise sur le tandem franco-allemand et le Triangle de Weimar : « Nous devons aspirer à un nouvel âge d'or dans les relations franco-allemandes<sup>61</sup>. »

En ce qui concerne le positionnement politique du parti, François-Xavier Bellamy se distancie à la fois de Renaissance et du RN, à la recherche d'un juste milieu : « Le RN est anti-européen. Renew est anti-nation. Bardella-Le Pen, c'est la fin de l'Europe. Macron, c'est la fin des nations<sup>62</sup>. » Friedrich Merz et Hendrik Wüst (ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, membre de la CDU) ont fait savoir que, si

---

56. E. Conesa, « Crise des agriculteurs : les politiques tiraillés entre protectionnisme et libre-échange », *Le Monde*, 3 février 2024, disponible sur : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr).

57. Les Républicains, « Maîtriser notre destin », *op. cit.*

58. *Ibid.*

59. *Ibid.*

60. *Ibid.*

61. F. Merz, « Emmanuel Macron Has Done Europe a Favour, Reckons Germany's Opposition Leader », *op. cit.*

62. Les Républicains, « Maîtriser notre destin », *op. cit.*

cela ne tenait qu'à eux, les relations franco-allemandes, mises à mal au premier chef par les dissensions au sein de la coalition gouvernementale, seraient relancées. Au contraire d'Angela Merkel, Friedrich Merz entend se saisir des propositions qu'Emmanuel Macron a formulées sur l'organisation de l'UE lors de son discours à la Sorbonne le 25 avril 2024 : « Il est important que l'Europe, Allemagne en tête, mène un débat efficace sur la contribution fructueuse et porteuse d'avenir du président Macron », a-t-il affirmé dans sa tribune précitée de *The Economist*.

En dépit de cette profession de foi pro-européenne, la question d'une éventuelle alliance, au Parlement européen, entre le PPE et les Conservateurs et réformistes européens (CRE) menés par Giorgia Meloni demeure entière. De ce fait, le SPD et les Verts allemands ont menacé de ne pas soutenir une nouvelle candidature d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne.

# Un résultat record pour les partis d'extrême droite ? Le Rassemblement national, Reconquête et l'AfD

## Positionnements et enjeux du scrutin européen de 2024

Dès le début du mois de mars, à la faveur du lancement de sa campagne électorale européenne à Marseille, le Rassemblement national (RN) s'est emparé de la migration et du Pacte vert pour l'Europe, qu'il a érigés en thèmes majeurs de sa campagne. Le RN mise sur la continuité en la personne de Jordan Bardella, figure de proue charismatique qui, déjà tête de liste pour le RN en 2019, a obtenu 23,3 % des suffrages, soit légèrement davantage que le parti présidentiel d'Emmanuel Macron (22,4 %). Il préside en outre le parti RN depuis 2022. Lors des prochaines élections européennes, le RN devrait remporter un score sans précédent : les sondages lui prêtent potentiellement jusqu'à 33 % des suffrages, soit plus du double du parti d'Emmanuel Macron (16-19 %) <sup>63</sup>. Le parti d'extrême droite Reconquête d'Éric Zemmour, fondé en 2021 et dont la tête de liste est la nièce de Marine Le Pen, Marion Maréchal, devrait quant à lui entrer pour la première fois au Parlement européen avec 5 à 6,5 % des voix.

Créditée actuellement de 14,8 %, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) progresserait de quatre points par rapport à son résultat de 2019 <sup>64</sup>. Dans son programme électoral pour les élections européennes, publié dès l'été 2023, l'AfD présente elle aussi le Pacte vert et le Pacte européen sur la migration et l'asile comme des motifs de griefs contre l'UE. Ces thèmes ne suscitent toutefois pas la même focalisation qu'en France.

### ***La campagne contestataire, stratégie de base des partis d'extrême droite***

Tant le RN que Reconquête voient dans le parti présidentiel l'adversaire à combattre et donc à abattre. Aussi les élections européennes sont-elles chargées politiquement en France. Le scrutin y apparaît comme un vote de

---

63. Sondages selon Ipsos du 15 mai, disponible sur : [www.commission-des-sondages.fr](http://www.commission-des-sondages.fr).

64. « Neueste Wahlumfragen im Wahltrend zur Europawahl », *op. cit.*

mi-mandat en vue des prochaines élections présidentielles de 2027, le RN escomptant un nouveau ballottage entre Marine Le Pen et le favori politique qui succédera à Emmanuel Macron. Marion Maréchal soutient qu'il serait erroné de voir dans le RN de Jordan Bardella le véritable adversaire du parti et appelle de ses vœux une coalition avec le RN et les Républicains au niveau national, position que l'ensemble des autres partis rejettent jusqu'à présent.

Si, dans sa stratégie électorale, l'AfD se présente elle aussi en contestataire de la politique gouvernementale actuelle, la dynamique de la campagne ne saurait être comparée à celle qui se joue en France. Pour l'AfD, outre les échéances au niveau fédéral (2025), ce sont surtout les prochaines élections régionales en Allemagne de l'Est (Brandebourg, Thuringe, Saxe) qui seront déterminantes, créditée qu'elle remporte de scores records de plus de 30 %. Le débat public en Allemagne ne se fait guère l'écho des diverses prises de position du parti, telles qu'elles sont énoncées dans son programme. Il se cristallise bien davantage sur des questions nationales et régionales, comme l'introduction récente d'une carte de crédit destinée aux réfugiés, le soutien à l'économie allemande à travers une baisse des prix de l'énergie ou le fardeau que représente la bureaucratie pour les entreprises allemandes.

### ***Vers la formation d'un large groupe anti-européen au Parlement européen ?***

La question de la coopération entre les différents partis d'extrême droite et entre leurs groupes parlementaires s'applique aussi à la politique européenne : il reste à savoir s'ils parviendront à unir leurs votes pour contrer les initiatives législatives du groupe majoritaire. Ce dernier devrait de nouveau réunir les conservateurs, les sociaux-démocrates, les libéraux-centristes et, le cas échéant, les Verts. Pour atteindre une minorité de blocage, objectif déclaré de Jordan Bardella, le nouveau groupe de « patriotes et souverainistes » qui devrait, selon les projets de Bardella, voir le jour à l'issue des élections européennes, doit constituer la troisième force du Parlement. Quoiqu'il ne soit pas à exclure au vu des estimations actuelles<sup>65</sup>, ce scénario dépendra en définitive de la reconfiguration des différentes forces au sein du groupe Identité et démocratie (ID) de celui des Conservateurs et réformistes européens (CRE). Différents scandales, notamment au sujet du projet de « remigration » évoqué au sein de l'AfD, ont depuis quelques mois tendu les relations entre le RN et son partenaire allemand. Après que la tête de liste de l'AfD Maximilian Krah, qui s'était déjà vu contraint de renoncer à des interventions électorales en raison des soupçons d'espionnage au profit de la Chine visant son collaborateur et de sa proximité avec le Kremlin, a tenu des propos relativisant les crimes de la *Waffen SS*, le RN a officiellement mis fin à sa collaboration avec l'AfD à

65. « Poll of Polls », Politico, 31 mai 2024, disponible sur : [www.politico.eu](http://www.politico.eu).

trois semaines des élections européennes<sup>66</sup>. L'issue des négociations entre Marine Le Pen, Giorgia Meloni et Victor Orbán sera déterminante pour savoir si la droite divisée se rassemble.

## ***Un potentiel électoral de 40 % pour l'extrême droite en France***

Pour Reconquête, l'enjeu des élections européennes est de franchir le seuil de 5 % des suffrages en vigueur en France, ce qui lui permettrait de disposer de six députés. Cumulées, les intentions de vote en faveur de Reconquête, du RN et des autres petites formations d'extrême droite sont susceptibles de représenter jusqu'à 40 % de l'électorat français. Sur le fond, il existe des points de divergence entre Reconquête et le RN, notamment sur les questions sociales et sociétales (procréation médicalement assistée, *wokisme*, débats sur l'identité, rôle de l'islam en France). Là où le RN, depuis que Marine Le Pen en a repris les rênes, entreprend de s'implanter dans le paysage électoral français en suivant une stratégie de normalisation (ou de « dédramatisation »), Reconquête se distingue systématiquement par des positions beaucoup plus radicales, à la teneur ethno-raciale, telles que la théorie du « grand remplacement ». Le programme électoral de Reconquête repose sur l'idée de la défense de la civilisation européenne. Le parti prône pour cela une politique familiale nataliste. Quant au programme électoral du RN, il repose sur une « stratégie tricolore ». Adoptant le code des feux de signalisation routiers, il classe les domaines politiques et les compétences dans lesquels la coopération européenne doit être arrêtée (rouge), réduite (orange) ou maintenue (vert)<sup>67</sup>. Le programme se divise en outre en trois parties : une « Europe qui protège », une « Europe qui produit » et une « Europe qui respecte [ses citoyens] ».

## **Les objectifs pour la prochaine législature : quels sont les engagements du RN, de Reconquête et de l'AfD ?**

### ***La « forteresse Europe »***

Tant le RN que l'AfD et Reconquête sont favorables à la poursuite de l'externalisation de la politique migratoire et à sa restriction drastique. En conséquence, ils saluent les accords migratoires récemment conclus avec des pays comme la Tunisie ou l'Égypte, et préconisent de mener les procédures d'examen des demandes d'asile dans des centres d'accueil situés

66. « Warum Le Pens Partei mit der AfD bricht » [Pourquoi le parti de Le Pen rompt avec l'AfD], Tagesschau, 23 mai 2024, disponible sur : [www.tagesschau.de](http://www.tagesschau.de).

67. Rassemblement national, « La France revient. L'Europe revit », 26 avril 2024, disponible sur : <https://vivementlejuin.fr>.

en dehors de l'UE. Les deux partis français proposent un « blocus maritime » qui renverrait les réfugiés vers les navires participant au sauvetage en mer. Reconquête se montre encore plus revendicatif que le RN en matière de politique migratoire, appelant à protéger l'Europe contre ce que le parti analyse comme une « vague islamiste » : les attentats djihadistes seraient une menace alimentée par la politique actuelle en matière de migration clandestine. L'AfD établit de même une corrélation entre le terrorisme islamiste et la politique migratoire européenne. Comme le RN, elle se prononce en faveur de l'*opt-out*, sur le modèle danois. Le régime d'asile commun devrait être exclu du cadre réglementaire européen et redevenir une compétence nationale, que les États membres ne devraient accueillir des réfugiés que sur la base du volontariat et transitoirement. Les demandes d'asile devraient être étudiées dans des pays tiers sûrs, ainsi que la Grande-Bretagne l'entreprend avec son modèle de délocalisation dans des pays tiers éloignés (externalisation au Rwanda). Les réfugiés ukrainiens devraient être davantage répartis dans les pays européens, conformément à la directive sur les afflux massifs – proposition qui contredit par ailleurs le souhait de l'AfD de mettre fin à la compétence commune en matière d'accueil des demandeurs d'asile. Comme le RN, qui parle d'une double frontière à établir (à la frontière extérieure de l'UE et à la frontière française), l'AfD remet en question l'état actuel de l'accord de Schengen et se prononce pour des contrôles plus conséquents à la frontière allemande. À l'instar du RN qui évoque une nécessaire « double frontière » (frontière extérieure de l'UE et frontière française), l'AfD remet en cause les dispositions de l'accord de Schengen et se prononce pour des contrôles plus importants à la frontière allemande. Reconquête entend rétablir la frontière française pour les ressortissants de pays tiers et leur retirer le droit de circuler librement au sein de l'espace Schengen, sans préciser comment cette proposition serait mise en œuvre sans porter atteinte à la libre circulation des citoyens français. Reconquête propose en outre de suspendre le regroupement familial.

### ***Une coordination des politiques étrangères d'États souverains***

Viscéralement opposés au fonctionnement politique actuel de l'UE, tant le RN et Reconquête que l'AfD rejettent tout approfondissement de l'intégration en matière de politique étrangère européenne, s'opposant notamment à la suppression de la règle de l'unanimité. Jordan Bardella estime qu'Emmanuel Macron a dépassé les bornes en évoquant une possible intervention de troupes au sol en Ukraine, affirmant que si le soutien à l'Ukraine doit se poursuivre, la France ne saurait devenir belligérante. Reconquête, *a contrario*, se dit fondamentalement hostile au soutien militaire de la France en Ukraine et taxe Emmanuel Macron de bellicisme. « Ce n'est pas à la France de faire la guerre à la place de

l'Ukraine », a déclaré Marion Maréchal lors d'un débat télévisé<sup>68</sup>. Là où, pour ses homologues français, une armée européenne remettrait en question la souveraineté nationale, l'AfD estime nécessaire que les États membres de l'UE « regroupent leurs forces armées au sein d'une communauté de défense » et, partant, mettent en place une capacité d'action militaire européenne propre, même si le concept d'une armée européenne est là encore explicitement rejeté. L'OTAN est considérée comme un acteur central de la politique de sécurité européenne tant qu'elle n'intervient pas hors de son champ d'alliance. L'AfD se distingue par-là du RN, qui, s'il considère l'OTAN indispensable dans le contexte actuel, plaiderait jusqu'au déclenchement de la guerre en Ukraine pour un retrait de la France des structures de commandement. *A contrario*, Reconquête souligne depuis le début de la guerre que la France doit rester dans l'OTAN, mais que le renforcement de la politique de défense européenne est une chimère. Le RN, Reconquête et l'AfD s'opposent unanimement à l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, qu'ils qualifient de provocation supplémentaire envers la Russie.

Bien qu'il tente de prendre ses distances avec la Russie depuis la guerre en Ukraine (Jordan Bardella a évoqué la « naïveté collective de l'Occident<sup>69</sup> »), le RN a naguère entretenu avec la Russie une relation aussi étroite que l'AfD. Ainsi, après avoir envoyé des « observateurs électoraux » lors du référendum en Crimée, a-t-il affirmé que la Crimée était russe. Lors des élections présidentielles de 2022, la distribution d'un tract où Vladimir Poutine apparaissait en photo serrant la main de Marine Le Pen a dû être annulée en urgence, quelques jours après l'invasion de l'Ukraine. Le parti s'est vu en outre accorder des prêts russes. Quant à l'AfD, si elle qualifie la guerre en Ukraine de violation du droit international, elle se fait régulièrement remarquer par son orientation pro-russe, suscitant de nombreuses critiques. La dernière affaire en date concerne le député AfD Petr Bystron, en deuxième position sur la liste électorale européenne, soupçonné d'avoir reçu des pots-de-vin du réseau de propagande russe Voice of Europe.

### ***Des Français protectionnistes, des Allemands en faveur d'une communauté économique libérale de marché***

Le RN et Reconquête entendent tous deux imposer un moratoire sur les accords de libre-échange. Le RN en fait même la première priorité de son programme électoral, cherchant certainement à se démarquer

68. « Guerre en Ukraine : “Envoyer des armes” aux Ukrainiens revient à “dépecer notre appareil de défense”, déplore Marion Maréchal », France Info, 11 avril 2024, disponible sur : [www.francetvinfo.fr](http://www.francetvinfo.fr).

69. M. Wiegel, « Le Pens Partei wendet sich von Putin ab » [Le parti de Le Pen tourne le dos à Poutine], *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 février 2023, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

électoralement de son rival Reconquête dont l'objectif premier est de réduire la migration vers l'Europe. L'AfD, à l'orientation fondamentalement plus libérale que celle des deux partis français, se déclare à l'inverse expressément favorable au libre-échange : sa vision est celle d'une communauté économique européenne composée d'États-nations souverains, dans laquelle l'État se bornerait à créer les conditions d'une concurrence loyale. L'AfD estime que l'UE surcharge les entreprises de normes sociales et environnementales inopportunes, telles que la loi sur la chaîne d'approvisionnement, faisant ainsi écho aux arguments du FDP en matière de politique économique. Le parti plaide pour l'ouverture technologique tout en exprimant son hostilité envers les subventions. Ses positions économiques sont donc diamétralement opposées à celles des deux partis d'extrême droite française, qui appellent à des mesures vigoureuses pour protéger l'économie française contre la concurrence déloyale. Tandis que les deux partis français se déclarent opposés au recours au travail intérimaire en provenance d'autres pays de l'UE et veulent instaurer la priorité nationale dans l'attribution des marchés publics, l'AfD est favorable à des allègements fiscaux nationaux pour les entreprises allemandes, sur le modèle du Luxembourg.

Le RN et Reconquête veulent réduire la contribution française au budget commun de l'UE. Reconquête prévoit de supprimer de nombreuses agences européennes et de réduire l'ensemble des programmes sociaux européens et des aides aux organisations de la société civile. Les deux partis, comme l'AfD, s'opposent fermement aux taxes au niveau européen. L'AfD se prononce contre la mutualisation de la dette et, à rebours des partis français, persiste à vouloir sortir de l'euro, le RN ayant renoncé à cette ligne qu'il défendait encore dans son précédent programme. L'AfD escompte ainsi faire baisser l'inflation et augmenter les salaires réels. Les conséquences d'une telle politique pour les autres pays européens ne sont pas évoquées. Comme l'AfD, Reconquête plaide pour le maintien de l'accès aux paiements traditionnels (argent liquide).

En matière de politique énergétique et environnementale, Reconquête est partisan d'une alliance nucléaire européenne et souhaite abolir le Pacte vert et suspendre les règles du marché européen de l'électricité. Le RN propose d'instaurer un prix français de l'électricité et qualifie le Pacte vert d'« écologie punitive<sup>70</sup> », sans préciser s'il propose de l'abroger intégralement. L'AfD rejette catégoriquement le Pacte vert. Les Français estiment que les règles de la PAC ne devraient plus être régies par les considérations écologiques mais par la sécurité alimentaire, et appellent à privilégier la production agricole française et européenne (exception agricole française). Sur ce point aussi, l'AfD diverge fortement de ses

70. Rassemblement national, « La France revient. L'Europe revit », *op. cit.*

homologues français, soulignant l'importance des principes de l'économie de marché dans la politique agricole.

Les partis estiment que l'industrie européenne doit contrer la loi américaine sur la réduction de l'inflation (*Inflation Reduction Act*) par le biais d'un « *Buy European Act* ». Reconquête souhaite développer les liaisons ferroviaires intra-européennes ; les deux partis français sont partisans d'une coopération scientifique renforcée en matière d'innovation et d'intelligence artificielle, le RN y accordant une importance particulière et proposant de développer les Projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC). Ces propositions restent toutefois peu évoquées dans les débats de campagne.

De façon générale, les trois partis sont hostiles à toute nouvelle réglementation en faveur de la transition sociale et écologique de l'économie, en dépit des conceptions nettement plus protectionnistes des deux partis français en matière de politique économique.

## ***Une Europe des nations sans sortie de l'UE ?***

L'« alliance d'États libres et souverains » prônée par le RN évoque fortement l'« Europe des nations » telle que la conçoit Reconquête. Le RN a cessé de prôner une sortie de la France de l'UE (« Frexit »), notamment depuis sa volte-face sur l'euro qu'il appelle désormais à conserver, mais se prononce en faveur d'une union intergouvernementale de nations européennes souveraines ; il n'élucide pas les conséquences d'une telle stratégie, qui pourrait valoir à la France des poursuites devant la Cour de Justice européenne pour violation des règles communautaires, à l'instar de la Hongrie ou de la Pologne. Le RN comme Reconquête considère que le droit français doit l'emporter sur le droit européen, ce qui nécessiterait une modification de la Constitution française et signifierait à terme la fin de la communauté de droit de l'UE.

Le RN comme Reconquête s'oppose à l'élargissement de l'UE et souhaite mettre fin au processus d'adhésion de la Turquie, le programme électoral de Reconquête pour 2022 prévoyant cependant que ces questions seront soumises à un référendum<sup>71</sup>. Telle est également la position de l'AfD, qui « refuse de mettre en œuvre sans référendum tout traité relatif à un élargissement de l'UE ou menant à céder des droits souverains et des garanties<sup>72</sup> ». L'AfD appelle par ailleurs à la suppression du Parlement européen dès que la droite disposera d'une majorité au sein de l'UE : d'ici là, elle doit rester active au sein du Parlement afin de s'attacher de l'intérieur au renversement des rapports de force actuels. En définitive, le

71. Le programme de Reconquête, « Pour la France de demain », disponible sur : [www.parti-reconquete.fr](http://www.parti-reconquete.fr).

72. Le programme électoral de l'AfD (« Europawahlprogramm 2024 »), disponible sur : [www.afd.de](http://www.afd.de).

parti vise un « réseau flexible » de coopération politique européenne, proche d'une « Europe à la carte » à laquelle chaque État membre participerait en fonction de ses intérêts. Une telle approche fait écho au souhait de Reconquête de recourir à l'instrument des coopérations renforcées, en vertu duquel les États membres sont libres de choisir d'approfondir leur coopération. Le RN et Reconquête proposent de supprimer la Commission européenne et de conserver le droit de veto des États membres. Si l'AfD a longtemps exclu l'idée d'une sortie de l'Allemagne de l'UE (« Dexit »), la présidente de son groupe parlementaire, Alice Weidel, l'a de nouveau évoquée en citant le modèle britannique. En tout état de cause, il est douteux que la « refondation d'une communauté économique et d'intérêts européenne », fort proche du concept nourri par le RN d'une association intergouvernementale, puisse être réalisée sans sortir de la communauté de droit européenne. Aussi le Premier ministre français Gabriel Attal a-t-il pu évoquer un « Frexit déguisé ».

# Conclusion

Dans le discours qu'il a prononcé à la Sorbonne le 25 avril dernier, Emmanuel Macron a rappelé que l'UE était « mortelle ». Avec le retour de la guerre sur le continent européen, elle fait face à des défis d'une ampleur considérable qui pourraient remettre en question l'intégration européenne de ces dernières décennies. En février 2022, Olaf Scholz, lui, avait énoncé un « changement d'époque » (« *Zeitenwende* ») appelant à une réorganisation de la politique de sécurité et de défense, de la politique énergétique et de la politique commerciale de l'Allemagne. La guerre a précisément exacerbé les différences entre la France et l'Allemagne sur ces questions. Si cela n'est peut-être pas étonnant, il convient toutefois d'observer que la campagne électorale de ces dernières semaines était moins portée sur des enjeux proprement européens que nationaux. Ce déplacement du débat peut avoir alimenté une certaine désaffection. Face à un contexte de forte contestation sur le plan de la politique intérieure, en France et en Allemagne, les électeurs sont susceptibles de se rendre aux urnes dans l'optique d'exprimer leur désaccord avec la politique menée par leurs gouvernements respectifs, ou de ne pas aller voter, bien plus que d'exprimer leur accord avec les idées des partis en lice pour les Européennes. Si les élections européennes demeurent éminemment déterminées par les débats nationaux c'est aussi parce qu'aucune liste transnationale n'a encore vu le jour. L'objectif de sanctionner la politique du gouvernement en place pourra être un facteur de motivation le 9 juin prochain, mais ces élections reflètent également la complexité de concilier les enjeux géopolitiques et les préoccupations du quotidien des électeurs. Ce qui se passe à Bruxelles paraît parfois – à tort ou à raison – abstrait et déconnecté de la réalité des citoyens, et la traduction de la répercussion des bouleversements géopolitiques dans la vie de tous les jours s'avère une tâche ardue. Les propositions des partis politiques lors de ces élections européennes montrent un large panel de nuances quant à la conception de l'UE et de sa capacité d'action, les uns tendant vers « plus d'Europe » tandis que les autres souhaitent réduire le champ de compétences de l'UE.

L'examen des dynamiques électorales et des positions des partis français et allemands permet de tirer certaines conclusions à propos de leur coopération à venir.

**Tout d'abord, le consensus sur la politique européenne risque de s'éroder encore davantage.** Au sein des deux pays comme chez leurs voisins européens, les partis d'extrême droite et d'extrême gauche défendent des propositions pour l'UE qui sont susceptibles, si elles venaient à se réaliser, d'entraîner des bouleversements profonds, notamment sur le plan

économique. Des propositions telles que l'Europe de la coopération volontaire entre États souverains, *a priori* anodine, signifieraient la fin de l'UE sous sa forme actuelle – puisqu'elles remettraient en question le supranationalisme – et laissent planer le doute sur le rôle des institutions européennes dans cette configuration, à condition qu'elles soient maintenues. Au lieu de coopérations sur la base du volontariat, c'est le retour à davantage de confrontations qui pourrait s'ensuivre et l'UE, relativement petite à l'échelle mondiale et de surcroît fragmentée, pourrait être condamnée à n'être réduite qu'à une périphérie insignifiante de l'Eurasie. Les intérêts particuliers des États membres se heurtent souvent à la nécessité de parvenir à des solutions communes à des enjeux globaux. C'est notamment le cas dans le domaine de la politique migratoire, où d'aucuns appellent de leurs vœux une « Europe à la carte » en prenant les avantages et en laissant de côté les inconvénients. D'autres réclament une « Europe forteresse » préservant le niveau de protection sociale élevé au sein de l'UE par une imperméabilité garantie à travers une politique migratoire stricte. D'autres encore rêvent d'une Europe plus sociale, dans laquelle le peuple souverain se verrait davantage associé aux décisions qui le concernent. Plus les suffrages se portent sur des propositions favorisant le repli national, moins grande est la probabilité d'une approche constructive du travail parlementaire au niveau communautaire.

**En second lieu, Français et Allemands affichent des divergences notables dans leur conception de l'Europe, mais disposent également d'un vaste potentiel d'initiatives communes.**

Chaque famille politique connaît des éléments de convergence comme de désaccord en son sein. Dans le camp de gauche, les points communs concernent surtout les thèmes sociaux. Chez les Verts, c'est l'ambition dans la politique climatique qui prime. Chez les conservateurs et les libéraux-centristes, les thèmes dominants concernent une réglementation propice à une économie européenne compétitive et un allègement de la bureaucratie. Pour l'extrême droite, l'enjeu primordial concerne la mise en place d'une politique migratoire et de l'asile restrictive. Certains points de convergence à l'échelle franco-allemande transcendent les clivages partisans : on peut citer l'exemple de l'appel conjoint du SPD et de Renaissance à pérenniser le NGEU. En revanche, la France et l'Allemagne restent divisées sur la question du nucléaire, même si la CDU/CSU, dans l'opposition au niveau fédéral, signale une volonté de revenir à l'énergie nucléaire. En ce qui concerne la politique commerciale, l'Allemagne se montre plus encline que la France à conclure des accords de libre-échange, ce qui s'explique par son excédent commercial qui tranche avec l'état de la balance commerciale de la France. La France, elle, n'hésite pas à proposer des solutions d'endettement commun pour faire face aux défis communs, alors que l'Allemagne est réservée en la matière, ce qui s'explique également par une situation des finances publiques très différente dans les deux pays. La relation avec les États-Unis révèle aussi des différences entre les deux pays, tant sur le plan de la politique de défense

que sur celui de la concurrence économique, même si le soutien à l'OTAN, a plutôt augmenté des deux côtés du Rhin depuis février 2022, ce qui montre une nette convergence. Les élections présidentielles aux États-Unis qui se tiendront le 5 novembre prochain seront donc déterminantes pour l'avenir de l'Ukraine et la sécurité en Europe.

**Enfin, il conviendrait que les partenaires européens saisissent la fenêtre d'opportunité qui suivra les élections européennes pour se mettre d'accord rapidement sur un certain nombre de priorités communes afin de poser des jalons au-delà de la législature.** Ceci concerne aussi bien le domaine de la défense que la politique économique européenne, qui peuvent bénéficier, en dépit des difficultés, d'une dynamique favorable. La guerre en Ukraine a rendu l'Allemagne, tous partis confondus, nettement plus disposée à développer une politique de défense. Le char de combat du futur (Système principal de combat terrestre – MGCS) et l'avion de combat du futur (Système de combat aérien du futur – SCAF), projets de coopération franco-allemande souvent critiqués pour la lenteur de la mise en œuvre, ont récemment connu des avancées notables. D'autre part, l'Allemagne est obligée de revoir sa politique commerciale à lumière de l'échec du credo du « changement à travers le commerce » (« *Wandel durch Handel* »). Dans ce contexte, la politique industrielle et la politique de sécurité économique, qui voient le jour à l'échelle de l'UE et qui ont jusque-là été regardés avec méfiance par les gouvernements allemands successifs, sont susceptibles de renforcer la résilience économique de la première économie européenne, mise à l'épreuve par la fragmentation du commerce international.

Au cours des dernières années, et malgré l'ampleur des défis, la France et l'Allemagne, avec leurs partenaires ont réussi à insuffler une certaine dynamique à l'Europe. Face aux crises, elles ont, à certains égards, agi conjointement de manière pragmatique et dans des délais relativement courts, même s'il est indéniable que les obstacles demeurent nombreux et que l'entente à 27 États membres représente un défi pour lequel on n'a pas encore trouvé de réponse adéquate. Un fonds de reconstruction financé par la dette aurait été inimaginable avant la crise du Covid-19. Or, confrontés à la pandémie, les États membres de l'UE qui voyaient un intérêt à agir ensemble, ont fini par s'accorder sur un endettement commun et l'achat de médicaments et de masques en commun, en faisant preuve de créativité quant aux attributions de la Commission européenne à jouer un rôle de coordination en la matière. Il s'agit d'insuffler cet esprit à d'autres domaines.

Par opposition aux élections européennes de 2019, fortement dominées par la question de la transition écologique, le scrutin de 2024 sera principalement axé sur les capacités de défense de l'UE, sa compétitivité, son ambition sociale et sa capacité à gérer les flux migratoires. Les forces conservatrices de droite, favorites dans les sondages, présentent souvent des solutions bancales, telles que la « double frontière ». Leurs députés

brillent souvent par un fort taux d'absentéisme au Parlement européen, se contentent de bloquer les propositions de loi émanant des autres groupes politiques et refusent d'adopter une attitude constructive. Leur accorder sa voix lors des élections européennes du 6 au 9 juin est donc susceptible de limiter considérablement la capacité d'action de l'UE et ne rendrait pas justice aux avancées réalisées à l'échelle européenne au cours des cinq dernières années. Face aux défis géopolitiques, ce n'est pas d'une UE affaiblie mais bien d'une UE forte que ses citoyens ont besoin. En votant, les citoyens ont une responsabilité quant aux orientations que prendra l'UE. Il est d'autant plus important qu'ils fassent des choix informés, en étudiant soigneusement les propositions des candidats en amont du vote, pour déterminer lequel correspond le plus à leurs intimes convictions.

# Les dernières publications du Cerfa

- M. Krpata, [Les ports allemands face à la Chine. Comment concilier ouverture, résilience et sécurité ?](#), *Études de l'Ifri*, avril 2024 (disponible en français et anglais)
- J. Süß, [La diplomatie climatique allemande. La recherche d'un équilibre entre développement durable et sécurité énergétique](#), *Études de l'Ifri*, mars 2024 (disponible en français et anglais)
- H. Miard-Delacroix, [Hommage à Alfred Grosser \(1er février 1925-7 février 2024\)](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, janvier 2024
- Florian Staudt, ["Jusqu'ici, tout va bien" ? Analyse croisée des cultures contestataires en France et en Allemagne](#), *Études de l'Ifri*, janvier 2024 (disponible en allemand et français)
- K. Mensah, B. Rudloff, [Épis et alliances. La politique agricole allemande, française et européenne entre sécurité alimentaire et respect de l'environnement](#), *Visions franco-allemandes*, n° 35, décembre 2023 (disponible en allemand et français)
- J. Möhring, [Troubled Twins: The FCAS and MGCS Weapon Systems and Franco-German Co-operation](#), *Étude de l'Ifri*, décembre 2023 (disponible en anglais)
- C. Burgdorff, [La CDU après Merkel. Les défis du parti conservateur en tant que nouveau parti d'opposition](#), *Notes du Cerfa*, n° 177, novembre 2023



